L'ABEILLE DE LA N. ORLEANS.

Bureaux, No 73, rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.

VENDREDI MATIN, 4 SEPTEMBRE.

Les candidatures nationales.

LETTRE D'ACCEPTATION DE HORATIO SEYMOUR.

Au général G. W. Morgan et autres, membres du comité, &c.

Utica, 5 août 1868.

MESSIEURS: Lorsqu'à New York, le 11 juillet, en présence d'un vaste assemblage, vous m'avez offert, au nom de la Convention nationale démocratique, la nomination faite à l'unanimité de ma personne comme candidat de cette Convention pour les fonctions de Président des Etats-Unis, je déclarai que "je ne trouvais pas de termes convenables pour exprimer ma reconnaissance du bon vouloir et de la bienveillance que cette assemblée venait de me témoigner. Je n'avais ni recherché ni espéré cette nomination. Mon ambition était—et que je ne puis faire maintenant—de prendre une part active à la grande lutte engagée pour la restauration d'un bon gouvernement, et pour le rétablissement de la paix et de la prospérité dans le pays. Mais j'ai été entraîné par le courant irrésistible qui nous emporte vers un grand changement politique et je me trouve hors d'état d'y résister.

Vous m'avez aussi remis une copie des résolutions exprimées par la Convention et qui indiquent la position qu'elle a prise sur les grandes questions qui agitent aujourd'hui le pays. Comme président de cette Convention, la teneur et la portée de ces résolutions me sont familières, comme l'un des membres de la Convention, je suis un de ceux qu'elle lient. Elles sont conformes à ma manière de voir; je les accepte comme guide dans la lutte où nous entrons, et je m'efforcerai, à l'avenir, de les mettre en pratique, partout où je me trouverai placé, dans ma carrière politique et dans ma vie privée.

Je déclarai alors que je vous adresserai mon acceptation par une lettre, suivant l'usage accoutumé. Je ne vois, après réflexion, aucune raison pour changer ou spécifier les termes de l'approbation que j'ai donnée aux résolutions de la Convention. Si je n'ai pas plus tôt rempli la formalité de vous communiquer par écrit ce que j'avais exprimé publiquement, c'est que je voulais voir quelle lumière les débats du Congrès pourraient jeter sur les intérêts du pays.

Les actes de cette assemblée, depuis l'ajournement de la Convention, indiquent qu'elle redoute que, par un changement du pouvoir politique, le peuple n'obtienne ce qu'il a droit d'avoir, un exposé clair et précis de ce qui a été fait de l'argent qu'on a tiré de lui depuis huit ans. Les hommes réfléchis sentent qu'il y a eu, dans l'administration des finances, des fautes qu'on n'a pas laissé parvenir à la connaissance du public.

Le parti congressionnel non seulement s'est allié avec le pouvoir militaire, qui va être employé pour peser directement sur les électeurs dans beaucoup d'Etats, mais encore il perpétue sa session dans le but avoué de faire les lois qu'il jugera utiles à son succès en vue des élections qui auront lieu dans quelques semaines. Au lieu de s'ajourner, il a donc pris un congé pour s'assembler de nouveau si ses intérêts de parti le demandent.

Jamais, jusqu'à présent, dans l'histoire de notre pays, le Congrès n'avait pris ainsi une attitude menaçante envers ses électeurs. Cédant à son influence, quelques uns des Etats organisés par ses agents, proposent de priver le peuple du droit de voter pour les électeurs présidentiels, et c'est pour la première fois qu'on prend d'audacieuses mesures pour détruire le droit de suffrage. Aussi n'est-il pas surprenant que les hommes qui réfléchissent voient, dans une pareille conduite, la preuve que ceux qui dirigent la politique du parti républicain sont mus par des motifs plus puissants et plus profonds que le simple désir de retenir le pouvoir politique, la preuve qu'ils redoutent de voir certains faits dévoilés et que cette crainte les conduit à des actes d'un caractère aussi désespéré et aussi impolitique.

Un grand nombre des meneurs et des organes les plus habiles du parti républicain ont ouvertement déploré la violence des actes du Congrès et leur tendance à entretenir la discorde dans notre pays. Les grands intérêts de l'Union demandent la paix, l'ordre et le retour aux relations internationales sans lesquelles nous ne pouvons maintenir la foi et l'honneur de notre gouvernement. L'esprit des hommes d'affaires est en proie à une incertitude pénible. Le temps que nos ouvriers doivent consacrer au travail est allongé par le coût des choses nécessaires à l'existence, coût que rendent exorbitant les exactions directes et indirectes du gouvernement; et nos populations sont harassées par les demandes fréquentes des percepteurs d'impôts.

Il y a dans tout le peuple, sans distinction de parti, un sentiment très fort en faveur d'une ligne de conduite qui puisse restaurer l'ordre et la confiance, et enlever les fardeaux qui entravent et gênent actuellement l'industrie du pays. Cependant, en ce moment, ceux qui sont au pouvoir ont, dans le Sénat et dans la Chambre des Représentants, jeté de nouveaux éléments de discorde et de violence. On a admis comme représentants de quelques uns des Etats du Sud des hommes qui sont venus déclarer qu'ils ne peuvent exister sans protection militaire dans les Etats qu'ils prétendent représenter. Ces hommes vont faire des lois pour le Nord aussi bien que pour le Sud. Ces hommes qui, il y a quelques jours, demandaient en suppliant que le Congrès leur donnât le pouvoir dans leurs Etats respectifs, contrôlent aujourd'hui l'action des deux Chambres de ce même Congrès. Entrés dans ces assemblées, l'esprit rempli de cette question, ils demandent que le Congrès regarde comme étant en état de guerre civile les Etats d'où ils viennent, ils demandent que la majorité de ces Etats, comprenant la partie la plus intelligente de la population, soit traitée comme ennemi public, de façon qu'ils puissent maintenir leur contrôle aux frais du peuple du Nord, et de sorte qu'il n'y ait au Sud ni paix ni bon ordre autres que la paix et l'ordre qui seront établis par l'arbitraire.

Tout homme intelligent sait non seulement qu'ils ne doivent leur position actuelle qu'au désordre, mais encore que tous les motifs qui leur font désirer de la perpétuer viennent de l'amour du pouvoir et du lucre. Le désir de la vengeance les porte à maintenir le Sud dans l'anarchie. Tant qu'elle existe ils sont indépendants de la volonté ou des vœux de leurs concitoyens. Tant que la confusion règne ils sont les dispensateurs des profits et des honneurs qui proviennent d'un gouvernement reposant uniquement sur la force.

Ces hommes sont aujourd'hui placés dans des positions où ils peuvent non seulement recommander l'adoption de leurs vues politiques, mais encore les "imposer." Quand on aura admis, de cette manière, des sénateurs des autres Etats du Sud, bien qu'en réalité ils n'aient pas de constituants, ils auront plus de pouvoir au Sénat qu'une majorité du peuple de cette Union, vivant dans neuf des grands Etats. C'est en vain que des chefs du parti républicain ont protesté contre la politique qui a conduit à ce résultat.

Tandis que les chefs de la récente rébellion se sont soumis aux résultats de la guerre, et sont maintenant tranquillement engagés dans des entreprises utiles pour leur soutien et celui de leur familles, et tandis qu'ils essaient, par la force de l'exemple, de ramener le peuple du Sud à l'ordre et à l'industrie qui sont essentiels non seulement à son bien être mais encore à la grandeur et à la prospérité de notre patrie, tous ceux qui, sans capacité et sans influence, ont été jetés par les agitations des convulsions civiles, dans des positions honorifiques et lucratives, s'efforcent d'attiser les passions auxquelles ils doivent leur élévation, et ils poussent des clameurs pour affirmer qu'ils sont les seuls amis de l'Union. La preuve de leur amour pour l'Union ne saurait avoir de fondement certain que dans une estime fraternelle et dans un désir commun de contribuer au maintien de la paix et de l'ordre et à la félicité de toutes les parties du pays.

Les événements qui se sont accomplis au Congrès depuis l'ajournement de la Convention ont considérablement augmenté l'importance de la victoire politique que remporteraient ceux qui cherchent à ramener l'économie, la simplicité et la justice dans l'administration de nos affaires nationales. Il y a beaucoup de républicains, parmi ceux qui sont restés attachés à leur parti, qui ont regretté les mesures extrêmes et violentes auxquelles il s'est laissé emporter. Ils ont persisté à croire que, bien que la conduite de leurs amis politiques fût mauvaise, leur intention était cependant bonne. Mais, aujourd'hui, ils doivent s'apercevoir que le parti républicain est dans une condition telle qu'il ne peut appliquer une politique de paix, quelles que soient ses intentions. C'est un malheur non seulement pour un pays, mais encore pour le parti qui gouverne, quand l'action de celui-ci n'est arrêtée par aucune forme d'opposition. Ç'a été le malheur du parti républicain que les événements des dernières années lui ont donné un tel pouvoir qu'il a pu enchaîner l'Exécutif, entraver le judiciaire, et mettre en vigueur les vues des plus imprudents et des plus violents d'entre ses membres. Quand un pareil état de choses existe dans un pays, il arrive toujours que ce parti n'est pas contrôlé par le jugement des plus habiles chefs. Il n'y a peut-être pas un des hommes capables qui ont aidé à former l'organisation républicaine, et qui ne l'aient, depuis trois ans, mis en garde contre ses excès, qui n'ait été renversé ou forcé d'abandonner ses convictions relativement à ce que demandent les intérêts du pays, ou, s'il était trop patriote pour le faire, qui n'ait été repoussé des rangs du parti.

S'il en a été ainsi précédemment, que fera le parti avec cette nouvelle infusion d'hommes qui, sans le moindre respect pour les vues de ceux qui viennent de leur donner leurs positions, commencent leur carrière législative en demandant des armes, en prétendant que leurs Etats soient considérés comme en guerre civile, et en déclarant qu'ils sont anxieux de dégrader le Président des Etats Unis, dès qu'ils pourront persuader ou forcer le Congrès à produire de nouveaux chefs d'accusation.

Le parti républicain est, aussi bien que nous, intéressé à mettre un terme à cette violence. Il doit être clair pour tout homme qui pense qu'une nouvelle disposition du pouvoir politique tend à arrêter la violence des mesures de parti et à assurer la paix et le bon ordre dans le pays. L'élection d'un Président démocrate et d'une majorité démocrate des membres de la Chambre des représentants ne donnerait pas à ce parti le pouvoir de faire des changements soudains et violents, mais elle servirait à mettre un terme à ces mesures extrêmes qui ont été déplorées par les hommes les meilleurs des deux partis. Le résultat conduirait très certainement à cette paisible restauration de l'Union et au rétablissement des relations fraternelles que le pays désire. Je suis sûr que les meilleurs hommes du parti républicain déplorent, tout autant que je le fais, l'esprit de violence qu'ont montré ceux qui ont été récemment admis à des sièges au Congrès comme envoyés des Etats du Sud. Le régime de guerre civile qu'ils ont en vue doit être odieux à tout homme au jugement droit.

Je n'ai aucune aspiration personnelle qui puisse fausser mon jugement au sujet de l'élection prochaine. Quiconque a pesé et mesuré les devoirs qu'imposent les fonctions de Président des Etats-Unis, ne peut manquer de se faire une idée précise des soucis et des labeurs de celui qui veut être à la hauteur de ses devoirs. Celui-là ne doit pas se laisser aller au gré des courants populaires sans visée politique et sans but. Loin de là. Car, notre Constitution, tout en donnant justement la balance du pouvoir à la volonté du peuple, a pour trait caractéristique qu'elle cherche à protéger les droits des minorités. Sa plus grande gloire est de mettre un frein au pouvoir. Elle formule et met en vigueur les maximes et les principes de liberté civile pour le triomphe desquels ont lutté, pendant tous les âges, les martyrs de la liberté. Elle déclare le droit des citoyens d'être garantis dans leurs personnes, leurs maisons et leurs papiers contre des perquisitions et des saisies illégales; que "le Congrès ne fera pas de loi sur l'établissement d'une religion ou le libre exercice d'une religion, ou pour restreindre la liberté de la parole ou de la presse, ou le droit du peuple de faire des pétitions en redressement de torts." Elle assure "le droit d'un jugement prompt et public par un juri impartial."

Aucun homme ne peut légitimement entrer dans l'exercice des fonctions présidentielles, s'il n'est disposé à exécuter les vœux du peuple exprimés d'une façon constitutionnelle, et s'il n'est pas prêt à défendre les droits des minorités. Il doit être prêt à soutenir le libre exercice de toute religion. Il doit dénoncer les mesures qui porteraient atteinte à des droits personnels ou domestiques ou à la religion du plus humble des citoyens du pays. Il doit maintenir, sans distinction de croyance ou de nationalité, tous les privilèges de la citoyenneté américaine. L'expérience de tout homme public qui a été fidèle à son mandat lui apprend que nul ne peut remplir les devoirs qui incombent au Président à moins d'être prêt non seulement à se soumettre aux mensonges et aux abus des gens pervers, mais encore à supporter la critique des gens honnêtes qui se laissent égarer par les préjugés ou les fausses interprétations. Cette position n'a pas d'attraits qui puissent égarer mon jugement quand je dis qu'il s'opère un grand changement dans l'esprit public. La masse du parti républicain est plus réfléchie, plus modérée, plus juste qu'elle ne l'était pendant l'agitation qui a régné durant toute la guerre civile et pendant toute la période qui a suivi.

Comme l'énergie du parti démocrate vient de son dévouement à sa cause et à ses candidats, je puis, sans manquer aux convenances, parler du fait que jamais, dans l'histoire politique de notre pays, la décision d'aucune assemblée semblable n'a été accueillie avec un enthousiasme aussi universel et aussi réel que celui qu'a provoqué la position prise par la Convention nationale démocratique, position avec laquelle le choix des candidats n'avait rien à faire. Si d'autres hommes eussent été mis en avant, cet enthousiasme n'aurait peut-être été que plus prononcé. Le zèle et l'énergie des masses conservatrices prennent leur source dans le désir d'opérer un changement de politique, et dans la pensée qu'elles peuvent atteindre leur but.

Elles sont confirmées dans cette conviction par la coopération de cette grande assemblée d'hommes qui ont servi dans l'armée et dans la marine de l'Union pendant la guerre. Ayant délivré près de 16,000 commissions aux officiers de cette armée, je connais leurs vues et leurs vœux. Ils demandent à l'Union pour laquelle ils ont combattu. La plus grande assemblage de ces braves soldats qui ait jamais eu lieu, celui qui a été tenu à New York et qui a endossé en termes très significatifs, la décision de la Convention nationale. Ils ont fait appel au gouvernement pour qu'il s'arrête dans sa politique de haine, de discorde et de dissension, et en termes d'une éloquence chaleureuse ils ont demandé la restauration des droits du peuple américain. Quand il y a un tel accord entre ceux qui ont prouvé leur courage et leur dévouement à la guerre et ceux qui ont fait preuve de leur sagesse dans les conseils, je ne puis douter que nous ne remportions un triomphe politique, qui restaurera notre Union, ramènera la paix dans notre pays et nous rendra une fois encore les bienfaits d'un gouvernement sage, économique et honnête.

J'ai l'honneur d'être, messieurs, &c.

HORATIO SEYMOUR.

Lettre d'acceptation DU GÉNÉRAL FRANK P. BLAIR.

Au général G. W. Morgan, président du comité de la Convention Nationale Démocratique.

Général,—Je saisis la première occasion de répondre à la lettre par laquelle vous m'avisez de ma nomination comme Vice-Président des Etats Unis par la Convention Démocratique Nationale, tenue récemment à New York.

J'accepte sans hésitation la nomination qui m'est offerte d'une manière si flatteuse, et je vous envoie à vous et au comité mes remerciements pour le langage bienveillant dans lequel vous m'avez transmis la décision de la Convention.

J'ai lu attentivement les résolutions adoptées par la Convention, et j'adhère cordialement à tous les principes et à tous les sentiments qu'elles expriment.

J'ai, à diverses reprises, exprimé mon opinion sur toutes les questions qui divisent les partis en lutte, et je ne crois pas nécessaire de la répéter ici.

Les questions sur lesquelles repose la lutte sont claires et ne peuvent être obscurcies ou détournées par les sophismes de nos adversaires. Elles se résument toutes dans cette tentative sans cesse renouvelée de quelques hommes pour absorber le pouvoir politique de la nation. Cette tentative, sous tous les noms et sous tous les déguisements imaginables, a toujours caractérisé les opposants du parti démocrate, mais jamais elle n'a pris une forme aussi prononcée et aussi audacieuse que dans ce conflit.

Les adversaires du gouvernement libre et constitutionnel, au mépris des termes formels de la Constitution, ont érigé un despotisme militaire dans dix des Etats de l'Union; ont enlevé au Président le pouvoir dont il est investi par la loi suprême, et ont privé la Cour Suprême de sa juridiction; le droit d'être jugé par un jury et le grand privilège de l'*habeas corpus*, sauvegardes de chaque citoyen, qui remontent aux plus anciennes traditions de nos ancêtres et que nos pères, de la Révolution, ont cherché à assurer pour toujours à leur postérité dans la Charte fondamentale de nos libertés, ont été outrageusement foulés aux pieds par un fragment de Congrès; des Etats et des communautés d'hommes de notre race, ont été poursuivis, convaincus, condamnés et privés de leurs droits comme citoyens, sans mise en accusation, sans jugement, sans audition de témoins, en vertu des dispositions de lois congressionnelles ayant un effet rétroactif et au mépris de la prohibition constitutionnelle qui refuse même à un Congrès entier et loyal l'autorité de passer aucun bill de forfaiture ou aucune loi rétroactive.

La même autorité usurpatrice a substitué comme électeurs aux hommes de notre race, ainsi illégalement privés de leurs biens et de leurs droits, une horde de nègres ignorants qui sont entretenus dans l'oisiveté avec les fonds publics, et liguée pour dépouiller les hommes de race blanche de leur droit de naissance, au moyen du mécanisme du Bureau des Affranchis et d'émissaires des conspirateurs dans d'autres Etats; et, pour compléter l'oppression, le pouvoir militaire de la nation a été mis à leur disposition pour rendre la barbarie souveraine maîtresse.

Le chef militaire, sous le prestige duquel ce Congrès usurpateur a cherché un refuge depuis la condamnation de ses plans par le peuple libre du Nord dans les élections de l'année dernière, et qu'il a choisi comme son candidat pour se garantir contre les résultats de sa propre perversité et de ses propres crimes, a annoncé l'acceptation de sa nomination et sa disposition à maintenir l'usurpation congressionnelle sur huit millions de blancs du Sud, clouée au sol par ses baïonnettes. Il s'écrie: "Ayons la paix."—"La paix règne à Varsovie" tel a été la phrase qui annonça la fin des libertés d'une nation. "L'empire c'est la paix," s'est écrié Bonaparte quand la liberté et ses défenseurs expiraient sous la pointe de son épée.

La paix à laquelle nous invite Grant est la paix du despotisme et la mort. Ceux qui cherchent à restaurer la Constitution en exécutant la volonté du peuple, en condamnant les actes de reconstruction, déjà condamnés dans les élections de l'année dernière, et qui, j'en suis convaincu, le seront encore plus expressément par l'élection du candidat démocrate comme Président des Etats-Unis, sont dénoncés comme des révolutionnaires par les partisans de ce Congrès à l'esprit vindicatif. Le suffrage nègre (que le vote populaire de New York, de New Jersey, de la Pennsylvanie, de l'Ohio, du Michigan, du Connecticut et d'autres Etats a condamné comme contraire à la lettre de la Constitution) doit être maintenu parce que cela plaît aux sénateurs et aux représentants de ces Etats.

Si le peuple condamne de nouveau ces atroces mesures par l'élection d'un candidat démocrate comme Président, elles ne devront pas être l'objet d'une atteinte! Bien que la Cour Suprême ait décidé d'elles sont inconstitutionnelles, et bien que le Président ait juré de maintenir et de défendre la Constitution, la volonté d'une fraction du Congrès renforcée par les émissaires que le parti a envoyés au Sud, et soutenue là par les soldats, doit être maintenue contre la volonté du peuple et contre la décision de la Cour Suprême et contre le serment solennel du Président de maintenir et de défendre la Constitution. C'est révolutionnaire d'exécuter la volonté du peuple; c'est révolutionnaire d'exécuter le jugement de la Cour Suprême; c'est révolutionnaire que le Président veuille obéir à son serment de défendre la Constitution!

Cette fausse interprétation du principe vital de notre gouvernement est le dernier recours de ceux qui voudraient que leur reconstruction arbitraire prît racine et remplaçât nos vieilles institutions. La nation dira qu'il faut que la Constitution soit restaurée et que la volonté du peuple soit de nouveau souveraine. L'appel au scrutin paisible pour arriver à ce but n'est pas la guerre, n'est pas la révolution. Ceux-là font la guerre et la révolution qui tentent d'arrêter ce moyen pacifique pour mettre à l'écart le despotisme militaire et les usurpations d'un fragment de Congrès, qui prétend s'arroger le pouvoir absolu sur ce système indulgent de liberté réglée que nous ont laissé nos pères. Il faut suivre cette voie, c'est la seule qui conduise à la paix.

La paix viendra avec l'élection du candidat démocrate, et non avec l'élection de ce guerrier cuirassé dont les baïonnettes sont maintenant à la gorge de huit millions d'habitants du Sud pour les forcer à l'appuyer comme candidat à la Présidence, et pour les soumettre à la domination d'une race étrangère d'hommes à demi-barbares. On ne peut plus audacieusement défigurer la vérité ou fausser l'interprétation des choses qu'en acclamant ce candidat armé de pied en cap comme un ange de paix.

Je suis, etc.

FRANK P. BLAIR.

Compagnie d'Assurance de l'Union de la Nlle-Orléans.

ONZIEME ETAT ANNUEL

Des affaires de la Compagnie d'Assurance de l'Union de la Nlle-Orléans.

Montant des primes reçues dans l'année expirée le 30 avril 1868.		
Primes sur risques d'incendie	$119,132 22	
" " de navires	27,374 14	
" " de mer	32,911 35	
Risques non expirés le 30 avril 1867	36,941 91	
	$226,365 62	
En moins, primes remboursées	4,760 19	
Montant des primes		221,505 33
Pertes payées dans l'année—		
Pertes par l'incendie	$13,944 10	
" sur les rivières	35,503 42	
" sur mer	28,280 50	
Total des pertes	77,728 11	
Réassurances	8,738 50	
Dépenses et intérêt de scrip; en moins, escompte et intérêt	10,938 50	
Taxes et revenu int.	8,771 66	
Vingt-cinq et quinze pr cent remboursés	25,988 86	
En réserve pour risques non expirés	37,938 33	
		$171,505 66
Bénéfice net		50,000 00
L'actif de la Compagnie est:		
Prêts garantis	17,720 00	
" par hypothèque	12,150 00	
Effets à recevoir pour primes	7,289 45	
Actions, liens et autres garanties	146,200 66	
Propriétés foncières	15,000 00	
Comptes individuels pour primes	46,266 91	
En caisse	66,505 66	
Scrips d'autres Compagnies	2,605	
		$312,997 78

Le tableau qui précède est une copie exacte faite sur les livres de la Compagnie:

A. CHIAPELLA, Président.

J. M. CRAWFORD, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE,

Paroisse d'Orléans—Ville de la Nouvelle-Orléans. Assermenté et signé pardevant moi, ce treizième jour de mai 1868.

S. MAGNER, notaire public.

Les Directeurs ont déclaré un dividende de vingt pour cent par action, lequel sera porté au crédit des actions non encore payées. Des certificats d'actions payés en plein seront délivrés aux actionnaires à partir du 1er juillet 1868.

Les Directeurs ont en outre résolu de racheter vingt cinq pour cent du scrip (non encore payé) de la Compagnie, à partir du 1er juin 1868.

Il sera payé aux porteurs, à partir du 1er juin 1868, six pour cent d'intérêt sur le scrip non encore payé de la Compagnie.

—DIRECTEURS—

A E Bader, A Chiapella, L F Generes, L'Moulin, W B Schmidt, R W Adams, C Cohn, B Saloy, J J Fernandez, A Cousin, J A Seignouret, P L Millaudon, J Goldsmith, V Burthe, C Bienvenu

14 mai—1 m

Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun.

Bureau de la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun, Nlle-Orléans, 22 janvier 1868.

DOUZIEME ETAT ANNUEL

De la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun, de la Nlle-Orléans, pour l'Année expirée le 31 décembre 1867.

Montant de primes pour l'année expirée le 31 décembre 1867, savoir:		
Sur les risques d'incendie	$166,471 56	
Sur les risques de mer	66,930 94	
Sur les risques de rivières	85,402 24	
	$317,804 71	
Plus, les risques non expirés pour 1866	66,865 60	
		$384,669 71
En moins, les risques non expirés pour 1867	$ 60,418 00	
Primes remboursées pour 1867	2,500 84	
		$ 62,914 84
Montant net des primes le 31 déc. 1867		$321,754 87
Pertes payées dans la même période		
Sur les risques d'incendie	$32,651 12	
Sur les risques de mer	28,641 76	
Sur les risques de rivières	35,022 94	
		$96,715 82
Plus, réassurances	$ 3,[illegible] 75	
Escompte de primes	46,67 67	
		50,374 62
Dépenses, taxes, loyer, profits et pertes, etc., escompte et intérêt en moins		71,610 81
Réservé pour paiement d'intérêt sur scrips émis en 1866 y compris les balances		55,213 10
		$274,513 33
Bénéfice net		$ 37,161 33
L'actif de la Compagnie est comme suit:		
Deux cent neuf bons consolidés de la ville, évalués à $80		$167,200 00
Cent vingt quatre bons de la ville du Grand chemin de fer de la N.-O., de Jackson et du Nord, à 70 c.		86,800 00
Cent deux bons de la ville du Grand chemin de fer de la N.-O., des Opelousas et de l'Ouest évalués à 70 c.		71,400 00
Vingt-cinq bons de la ville du chemin de fer Pontchartrain, évalués à 70 c.		17,500 00
Quatre bons de l'Etat du chemin de fer des Opelousas, évalués à 80 c.		2,400 00
Six bons de l'Etat du chemin de fer du Mexique, évalués à 50 c.		3,000 00
Neuf bons de l'Etat du chemin de fer de Vicksburg, S. et Texas, évalués à 50 c.		4,500 00
Actions de Banque et de la Compagnie du Gaz, etc.		162,455 00
Prêts sur garanties		25,000 00
Prêts sur hypothèque		25,000 00
Effets à recevoir		11,395 33
Primes dues et en voie de perception		67,183 02
Scrips d'autres Compagnies d'assurances		12,450 00
Monnaie n'ayant pas cours		4,100 00
Coupons de la ville, dûs et non recouvrés		13,900 00
En caisse		50,874 41
		$767,700 61

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

THOMAS SLOO, Président.

THOS. ANDERSON, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE,

Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans. Assermenté et signé pardevant moi, ce 23 janvier 1868.

PARIS CHILDRESS,

Deuxième Juge-de-Paix de la Paroisse d'Orléans.

Les Directeurs ont résolu de payer, à partir du deuxième mardi de février prochain, six pour cent d'intérêt sur les certificats de payement non encore payés. Ils ont, en outre déclaré un dividende—scrip de trente cinq pour cent sur le montant net des primes pour l'année expirée le 31 décembre 1867—dividende sur lequel il sera émis des certificats à partir du 16 mars prochain.

THOMAS SLOO, Président,

JOHN G. GAINES, Vice-Président.

THOS. ANDERSON, Secrétaire.

DIRECTEURS:

Jno. G. Gaines, R. J. Hart, Henry Renshaw, Jno. G. Richs, H. T. Lonsdale, J. H. Stauffer, R. Blasco, J. B. Bres, J. C. Barelli, Thos. Sloo, Theo A James

23 janv—1a

Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Louisiane.

QUATORZIEME ETAT ANNUEL.

Conformément à sa Charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires:

Total des PRIMES de l'année expirée le 29 février 1868		$546,525 42
Savoir:		
Primes d'incendie	$286,272 97	
Primes de mer	183,150 70	
Primes de rivières	160,097 15	
		$546,525 42
En moins:		
Primes remboursées	$ 5,858 75	
Primes non expirées	40,146 00	
		$ 46,004 75
Montant net des primes		$502,515 67
Pertes payées:		
Pertes par l'incendie	$ 62,297 35	
Pertes sur mer	184,272 79	
Pertes sur les rivières	94,393 00	
	$342,062 14	
Escompte en lieu de scrip	54,349 69	
Taxes et Revenu intérieur	34,741 38	
Dépenses, loyer, etc., compte d'escompte	28,210 30	
Six pour cent d'intérêt sur le scrip non payé jusqu'au 1er mars 1868	37,777 00	
		$491,210 76
Réservé pour pertes non réglées		$ 11,277 00

La Compagnie a l'actif suivant qui, dans le rapport du Comité de Finance de la Compagnie, adopté à l'unanimité par les Directeurs, est déclaré, après avoir fait les déductions, être équivalent à un capital comptant de $630,000, savoir:

Placé en propriétés foncières	$46,386 15
Hypothèques sur propriétés foncières	79,019 00
Placé en bons de la ville et autres bons	82,220 00
Placé en actions de banques et autres actions	122,565 00
Placé en scrip de Compagnie d'assurance	126,392 00
Prêts garantis	16,200 00
Effets à recevoir	48,883 00
Primes en voie de perception	97,392 71
Encaisse	111,512 46
	$727,669 [illegible]

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

CHAS. BRIGGS, Président.

J. P. ROUX, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE,

Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans. Assermenté et signé pardevant moi, ce 28 mars 1868.

PAUL W. COLLENS,

Troisième Juge de Paix.

Il sera payé, le deuxième lundi de mai prochain, aux porteurs légaux, six pour cent d'intérêt sur tout scrip non encore payé.

—Directeurs—

Charles Briggs, A. R. Montgomery, Ant. Carrière, A. Lessert, Geo. A. Fosdick, Frank Williams, R. Brugier, Thomas Byrne, Chas. Lafitte, John Thornhill, John S. Mansell, W. A. Violett, P. Anderson, Hugh McDonald, Alfred Kearny, Wm. H. Pinckard, A. Freriche, John S. Walton, George W. Dunbar, George Foster, E. F. Stockmeyer, Andrew Stewart, Geo. W. Hynson, L. S. Pothier, Arch'd Montgomery, John Nixon, Jr., Henry J. Voss, R. Plaggio, E. Marqueze, James Galtier, Chas. Weisbaum, Rudolph Sieg, E. Given.

24 mars

Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Nlle-Orléans.

HUITIEME ETAT ANNUEL.

PRIMES de l'année expirée le 31 décembre 1867:		
Sur les risques d'incendie	$319,316 16	
Sur les risques de mer	68,469 64	
Sur les risques de rivières	22,769 81	
Total des primes		$411,255 41
En moins: Primes non expirées le 31 décembre 1867	$115,562 00	
Primes remboursées	4,115 41	
		119,677 41
Montant net des primes		$291,580 00
Pertes: Sur les risques d'incendie	$59,790 62	
Sur les risques de mer	61,688 15	
Sur les risques de rivières	19,039 44	
	$140,482 22	
Taxes	11,660 33	
Ré-assurances	6,374 31	
Dépenses, moins le compte d'intérêt	16,180 82	
Intérêts sur scrips	24,334 50	
		$194,076 84
Bénéfices		$97,449 16
L'actif de la Compagnie est comme suit:		
Effets à recevoir pour primes	$64,794 01	
Billets garantis et billets hypothécaires	218,287 00	
Dû pour primes en voie de perception	66,335 1	
Actions de la Compagnie du Gaz, de la Compagnie du Chemin de fer de la ville, Bons de la ville	183,549 44	
Scrips des différentes Compagnies d'Assurance	29 136 00	
En caisse	33,777 00	
	$51,633 84	
Moins: Dépréciation des susdits	92,156 30	
Montant net		$459,[illegible]
Moins: Intérêts de scrips non réclamés	7,439 76	
Intérêts payables sur scrips non encore payés	26,350 00	772 85 / 34,207 76

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

J. TUYES, Président.

J. W. HINCKS, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE,

Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans. Assermenté et signé pardevant moi ce 11 janvier 1868.

PAUL W. COLLENS,

Troisième Juge de Paix.

Les Directeurs ont déclaré un dividende-scrip de trente pour cent sur le montant net des primes pour l'année expirée le 31 décembre 1867—dividende pour lequel il sera émis des certificats à partir du deuxième lundi de mars prochain. Il a été résolu en outre de payer à partir du deuxième lundi de mars 1868, SIX pour cent sur tous les scrips non encore payés de la compagnie.

—DIRECTEURS—

George Urquhart, Chs. Lafitte, A. Rochereau, J. M. Lapeyre, G. W. Babcock, A. Schreiber, T. S. Blanchard, John Genois, Wm. Stevens, W. T. Williams, J. A. White, J. Tuyes.

Bureau, rue du Canal, No 111.

sav—1m—4t—1 sam

Compagnie d'Assurance Germania, de la Nouvelle-Orléans.

SECOND ETAT ANNUEL.

CONFORMEMENT à la Charte, la Compagnie publie l'état suivant:

Total des primes de l'année expirée le 31 mars 1868		$209,975 65
Primes d'incendie	$130,685 60	
Primes de mer	67,636 31	
Primes de rivières	14,788 15	
Moins primes remboursées	4,007 37	209,975 65
Montant en réserve pour risques non expirés	34,850 42	85,368 39
Montant net des primes		$84,707 17
Pertes payées:		
Pertes par l'incendie	25,553 15	
Pertes sur mer	26,632 48	
Pertes sur rivières	4,787 90	
Ré-assurances	11,904 64	
Dépenses, intérêt	10,082 67	
Taxe et souscriptions	10,235 67	
25 et 15 pour cent d'escompte	20,420 45	
Réservé pour pertes non réglées	10,000 00	119,601 [illegible]
Bénéfice net		30,[illegible]
L'actif de la Compagnie est comme suit:		
Billets pour actions	210,000 00	
Effets	3,305 35	
do, par comptes individuels	33,305 77	
Prêts sur garanties, sur demande	64,375 66	
Prêts sur hypothèque	21,000 00	
Garanties de la ville	5,000 00	
Garanties des Etats-Unis	12,167 41	
En caisse	64,161 00	380,680 37

Le tableau qui précède est une copie exacte des livres de la Compagnie.

(Signé) D. MICHEL, Président.

B. MAIER, Secrétaire.

Assermentés et signés pardevant moi, ce 11 avril A. D. 1868.

(Signé) PAUL W. COLLENS,

Troisième Juge de Paix de la Paroisse d'Orléans.

Le 8 du courant, à une réunion des Directeurs, il a été résolu qu'un dividende de $10 par action sera déclaré et sera porté au crédit des billets d'actions non encore payés.

D. MICHEL, Président.

C. T. FORSTER, Vice-Président

B. MAIER, Secrétaire

—DIRECTEURS—

J. H. Helmer, C. T. Forster, F. A. Luling, H. Zuberbier, Theo. Sobert, O. H. Karstendiek, Geo. Merz, Louis Schwarz, Chas. Bendix, G. L. L. Mayer, L. F. Berje, H. Bissoo, B. Michel, F. Del Bondio, August Koenig, J. A. Blaffer, Chas. Loeffler, E. Wolsenbieh, Julius Hoerner, A. Marks, F. Frob, J. J. Weckerling, F. M. Ziegler, J. F. Krantz.

12avril—1m

CHARTE. CHARTE.

Etat de la Louisiane, Paroisse d'Orléans ville de la Nouvelle-Orléans.

QU'IL soit connu que ce 31e jour de janvier mil huit cent soixante huit et la quatre-vingt-douzième année de l'Indépendance des Etats-Unis d'Amérique, pardevant nous, EDWARD IVY, notaire public, dans et pour la Paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, dûment commissionné et ayant qualité, en présence des témoins ci-après nommés et dont les signatures sont ci-dessous apposées, ce sont présentées les personnes ci-après nommées, et qui ont signées ci-dessous, lesquelles ont déclaré que, profitant des lois de la Louisiane relativement aux corporations dans cet Etat, elles ont convenu de se former et de former ceux qu'ils représentent en une corporation dans le but et sous les règlements qui suivent:

ARTICLE I.

Le nom de corporation de cette société sera la Compagnie du chemin de fer d'Orléans.

Le siège des affaires et le domicile légal de cette corporation seront à la Nouvelle-Orléans.

ARTICLE III.

Le but de cette Société est de construire et de maintenir en ville des chemins de fer convenables pour le transport des passagers et, en général, d'exercer les pouvoirs et privilèges dont elle pourrait être en cet, par les présentes, revêtue à l'effet de la mettre à même de construire et d'exploiter des chemins de fer.

ARTICLE IV.

Le capital de cette corporation est, par les présentes fixé à trois cent mille ($300,000) piastres représentées par trois mille actions de cent piastres. Il devra être payé cinq pour cent sur chaque souscription, à la signature de ces articles; le reste sera payé à l'époque et en tels montants et versements qu'ordonnera la Direction, pourvu qu'il ne soit pas exigé plus de dix (10) pour cent de la dite souscription et que l'appel de fonds ne soit pas fait plus souvent qu'il ne faut, dans les trente jours. Si un actionnaire négligeait de payer les dits montants et versements aux époques fixées, et négligeait de faire ces paiements ponctuellement à échéance, il pourra être exigé à la somme due un intérêt de huit pour cent, et si le défaut de paiement se prolongeait ... et si un actionnaire refusait ou négligeait d'effectuer soit un des versements dans les trente jours qui suivront l'avis qui lui aura été donné, les Directeurs auront le droit de faire vendre, à l'encan publie ... ses actions ... lesquelles le montant est dû.

ARTICLE V.

La dite corporation aura, par ces présentes, toutes les obligations de F. Mooney et Co, principaux, et Geo W. Hynson, D. E. Mccarty, L. E. Lemarié et S. Saloy, cautions dans le contrat et l'acte de droit de passage pour l'établissement des chemins de fer dans les rues Dauphine, Burgundy et Elysian Fields, passé par William J. Castel, notaire public de la Paroisse d'Orléans, le 5 juillet 1867 et par acte passé pardevant Henry C. Dibble, notaire public de la Nouvelle-Orléans, le 17 décembre 1867. Elle s'oblige à construire les dits chemins de fer, d'après les plans et les devis et les rues, dans l'espace de temps et de la manière indiqués dans les dits actes, et de remplir toutes les conditions et obligations qui y sont indiquées et stipulées.

ARTICLE VI.

La corporation devra commencer ses opérations à partir de cet acte.

ARTICLE VII.

Cette corporation aura un agent qui se composera d'un bureau de cinq Directeurs et un trésorier de la Compagnie.

ARTICLE VIII.

Les articles de société pourront être modifiés ou changés; le capital pourra être porté à une somme quelconque qu'il semblera nécessaire pour les besoins de la compagnie, ... avec le consentement des actionnaires représentant les deux tiers des actions, lequel consentement devra être obtenu dans une assemblée générale convoquée après trente jours d'avis. Toutes les fois qu'une augmentation du capital sera dûment autorisée, il en sera donné avis, publié quinze jours dans deux journaux publiés dans la Nouvelle-Orléans, et dans l'intervalle, les actionnaires auront le droit de prendre des actions additionnelles en proportion du montant de leurs actions. Toutes les actions qui n'auront pas été prises dans la période d'avis pourront être vendues par les Directeurs au profit de la société, mais aucune action ne pourra être vendue au-dessous du pair.

ARTICLE IX.

Tous les pouvoirs de cette Corporation devront être exercés par une Direction composée de cinq personnes qui devront posséder, en son nom, au moins deux mille cinq cent ($2500) piastres du capital de cette société.

ARTICLE X.

Les actionnaires suivants, savoir: George W. Hynson, D. E. Mccarty, B. Saloy, L. E. Lemarié, F. Mooney, George Clark et Félix Labatut, composeront et sont, par les présentes, constitués premier Bureau des Directeurs. A une première réunion, ils éliront l'un d'entre eux Président, et les membres du dit Bureau devront continuer en fonctions jusqu'à ce qu'elle soient remplacés par leurs successeurs qui devront être choisis ainsi que le déclare l'article ci-après.

ARTICLE XI.

Le premier lundi de février 1869, et, tous les ans après cette époque, les Directeurs seront élus par les actionnaires, ... lieu de bureau de la corporation, et il devra être fait avis de la dite élection, pendant dix jours au moins, dans deux journaux publiés dans la ville de la Nouvelle-Orléans.

ARTICLE XII.

Une pluralité des votes (un compté un vote par chaque action sur laquelle le vote est donné) suffira à élire les directeurs qui, à leur première réunion après leur élection devront élire l'un d'entre eux Président de la Société. Le Président devra être élu par voix des membres de la Direction, et c'est à lui que devront être remis toutes les affaires de la Compagnie. Il sera aussi de son devoir de convoquer les assemblées générales des actionnaires; en cas de décès ou d'absence de la ville du Président ou s'il était incapable de remplir ses fonctions, les Directeurs devront élire l'un d'entre eux pour remplir temporairement les dites fonctions; ... les Directeurs auront de pouvoir d'exercer ... une élection quelconque.

ARTICLE XIII.

Une majorité des Directeurs pourra former un quorum, et une décision de la majorité sera un acte valide de corporation. Les Directeurs pourront acheter et vendre pour la Compagnie des valeurs, sont autorisés à acheter et à vendre la propriété foncière ... qui serait utile à la Compagnie pour ... avoir besoin.

ARTICLE XIV.

Tout Directeur qui sera sur le point de s'absenter pour quatre-vingt-dix jours ou moins, devra nommer un remplaçant, pourvu que ce dernier soit, en son nom, ... actionnaire, au moins vingt cinq actions de la Compagnie; pourvu, en outre, que le dit remplaçant soit élu par les Directeurs.

ARTICLE XV.

Les Directeurs devront nommer un Secrétaire, tous les commis et agents et pourront les destituer à leur gré. Ils fixeront les salaires de tous les officiers de la Corporation et le montant des cautionnements à exiger des dits officiers et agents. Ils pourront déléguer le Conseil formé de membres de la Direction ou à leurs officiers ou agents, les pouvoirs qu'ils jugeront convenables pour les affaires ordinaires de la compagnie; désigner des agents dans les limites et hors des limites de l'Etat, aux conditions qu'ils jugeront convenables. Ils auront le pouvoir de faire des règlements et les amender toutes les fois que les intérêts de la Compagnie l'exigeront. Ils auront le pouvoir de remplir les vacances qui pourraient survenir dans la Direction. Ces vacances pourront être déclarées pour cause de mort, démission, manque du nombre d'actions voulu, faillite ou absence sans permission pendant plus de trois mois, successivement.

ARTICLE XVI.

Des livres pour l'enregistrement et le transfert d'actions seront ouverts et tenus, sujets aux restrictions de règlements. Tous les transferts d'actions devront être faits sur les livres et signés par l'actionnaire ou son avocat. Les Directeurs pourront fermer les dits livres aussi souvent que cela sera convenable ou nécessaire, mais pendant dix jours au plus, chaque fois. Si un actionnaire ... il devra lui être permis de le faire ... l'acheteur, pourvu que le ... Directeurs.

ARTICLE XVII.

Le fait que, pour un motif quelconque, les Directeurs n'ont pas été élus en jour fixé, ne devra pas dissoudre cette Société, mais les Directeurs qui seront alors en place continueront à exercer leurs fonctions jusqu'à ce qu'une autre élection ait lieu, et il devra être donné avis de cette élection immédiatement, ainsi qu'il est dit dans l'article 12.

ARTICLE XVIII.

Chaque actionnaire, à toutes les assemblées pour l'élection de Directeurs ou dans d'autres buts, aura droit, directement ou par procuration, à un vote pour chacune de ses actions, pourvu qu'aucun actionnaire ne pourra plus de trois cents actions et ses votes; pourvu qu'il possédé ses actions un mois au moins avant le jour du vote.

ARTICLE XIX.

Deux associés dont la souscription est au nom de la maison de commerce dont ils sont membres ne pourront être élus en même temps Directeurs de cette Société.

ARTICLE XX.

Un compte rendu de toutes les réunions de Directeurs sera tenu par le Secrétaire, et vérifié par le Président. Le Président et le Secrétaire devront signer tous les billets, traites, checks, certificats d'actions, contrats et autres preuves de dettes de la corporation.

ARTICLE XXI.

Les Directeurs pourront accepter provisoirement tout pouvoir ou privilège quelconque accordé à cette Société par des amendements qui seront faits aux statuts en vertu desquels la Société est formée, ou par l'adoption d'une loi, résolution ou ordonnance de la Législature ou du Conseil de ville, mais l'acceptation de ce pouvoir ou privilège quelconque devra être décidée par un vote d'une majorité (en montant d'actions) des actionnaires.

ARTICLE XXII.

La liquidation des affaires de la Société devra être faite par trois commissaires nommés par les actionnaires à une assemblée convoquée à cet effet, après avis donné dix jours dans deux des journaux publiés à la Nouvelle-Orléans.

Les dits liquidateurs devront être des personnes solvables, résidant en cette ville et ne devront pas, pendant la durée de leurs fonctions, ... de tous les pouvoirs nécessaires. La période de la liquidation et leur rémunération seront fixés par les actionnaires; en cas de décès ou de démission d'un membre des commissaires, les actionnaires pourront décider, à une assemblée générale convoquée à cet effet.

ARTICLE XXIII.

Les noms et l'intérêt de chacune des parties à cet acte sont déclarés être ainsi qu'il suit:

Félix Labatut, Jacob Newhauser, Arthur Déjan, Henry Larquié, Alfred Rousseau, B. et A. Boullé, Victor Prados, Henry Tate, E. H. Schmidt, Jos. Deslon, J. Marquet, Pierre Abadie, E. H. Schmidt, C. de Lucena, John H. Pickard, Pierreville Fay, F. Mooney, Jos. Hernandez, A. D. Kemper, A. L. St-Cyr, B. E. Lemarié, Geo. W. Hynson, B. Saloy, B. B. Mccarty, George Clark, et autres.

Ainsi fait et passé, à mon bureau, dans la ladite ville de la Nouvelle-Orléans, en présence de F. McC. Swain et G. A. D. Kemper, témoins compétents, qui ont signé le dit acte avec les dites parties et comparants et moi, le dit notaire, le jour, le mois et l'année ... indiqués en premier lieu.

L'original est signé:

G. A. Kemper, Edward Ivy, F. Mc C. Swain. Notaire public.

Je certifie que ce qui précède est une copie exacte à l'original inscrit dans mon registre.

En foi de quoi j'accorde les présentes, sous ma signature et le sceau de mon bureau, à la Nouvelle-Orléans, ce 31 janvier 1868.

EDWARD IVY,

Notaire public.

Le soussigné, député du préposé à l'enregistrement des hypothèques pour cette paroisse et ville de la Nlle-Orléans, Lne, certifie que la susdite Charte a été inscrite ce jourd'hui, dans mon bureau, dans le livre de cession No 7, folios 47, 48, 49, 50, 51 et 52.

A. DUCATEL Jr,

Député du Préposé à l'enregistrement des hypothèques.

Nlle-Orléans, 31 janvier 1868.

4 fév—4, 1pc

Compagnie d'assurance du Commerce.

SECOND ETAT ANNUEL.

CONFORMEMENT à sa Charte, cette Compagnie publie l'état suivant de ses affaires:

Montant des primes de l'année expirée le 3 mars 1868:		
Primes d'incendie	$[illegible] 44	
Primes de rivières	72,392 28	
Primes de mer	28,000 00	$161,082 75
Pertes payées:		
Pertes par incendie	$13,000 20	
Pertes sur les rivières	24,344 35	
Pertes sur mer	24,272 70	
	$132,277 43	
Escomptes sur primes	24,000 37	
Taxes	4,790 01	
Réassurances	3,082 35	
Primes remboursées	410 00	
Dépenses, profits et pertes, etc, intérêts en moins	24,520 00	$197,180 81
		36,[illegible] 08
Actif en caisse	$73,304 11	
Effets à recevoir	1,055 50	
Meubles	3,673 36	
Primes dues	34,000	
Billets pour actions	184,236 00	
		$262,978 44

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

S. S. BUCKNER, président.

SWEET, secrétaire.

Assermenté et signé, pardevant moi, ce 21 avril 1868,

PARIS CHILDRESS,

Juge de Paix pour la paroisse d'Orléans.

INSURANCES.

NINETEENTH ANNUAL STATEMENT —OF THE— Crescent Mutual Insurance Company.

New Orleans, May 23, 1868.

The Trustees, in conformity to the Charter, submit the following statement of the affairs of the Company on the 30th day of April, 1868:

Fire Premiums for year	$330,138 52	
Marine Premiums for year	94,068 00	
River Premiums for year	177,564 35	
		$597,770 39
Total net earned Premiums		$447,394 39
Fire losses paid and estimated	$ 38,300 02	
Marine	67,074 00	
River	36,372 [illegible]	
Paid Taxes	28,012 [illegible]	
Paid Reinsurance and discount in lieu of scrip	63,105 00	
Paid Interest, return premiums, general expenses, less discount, etc.	91,541 03	
		$325,079 15
Net Profits		$81,331 10
The Company have the following Assets.		
Bills Receivable	$ 37,404 38	
Loans on Bonds and Mortgage	69,343 38	$106,687 60
Cash on hand		$104,277 34
Loans on pledge of stocks on time		63,000 00—$167,277 34
Loans on pledge of stocks on time	$ 11,300 00	
Real Estate	78,000 00	
Scrip of other Companies and scrip account	65,085 65	$151,332 48
Consolidated City Bonds	$ 30,000 00	
City Bonds	66,000 00	
Bank and other stocks	186,407 17	$282,317 77
Coupons for City Bonds past due		$6,400 00
Due for premiums in course of collection		41,000 00
		$773,611 60
The Company have also—Suspended Notes, Stocks and Bonds		$406,000 31
Forfeited scrip account		7,000 34
Interest unpaid for	$7,000 35	

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.

THOS. A. ADAMS, President.

HENRY V. OGDEN, Secretary.

PARISH OF ORLEANS, City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me, this 23d day of May, 1868.

PARIS CHILDRESS,

Second Justice of the Peace, Parish of Orleans.

The Company will pay interest at 6 per cent. in cash on all its Outstanding Certificates of Scrip to the legal holders thereof, on and after the second Monday in June next. The Board of Trustees have also declared a Scrip Dividend of THIRTY-THREE AND ONE-THIRD per cent. on the earned premiums entitled to participation for the year ending April 30, 1868; for which certificates will be issued on and after the first Monday in August next, free of Government tax.

THOMAS A. ADAMS, President,

SAMUEL H. KENNEDY, Vice President.

HENRY V. OGDEN, Secretary.

DIRECTORS:

John Watt, C. T. Buddecke, Samuel B. Newman, F. B. Foley, Wm. Edwards, A. G. Obet, F. Simons, A. Thompson, John Phelps. may23 1f

SIXTEENTH ANNUAL STATEMENT. Home Mutual Insurance Company of New Orleans.

In conformity with the requirements of their Charter, the Company publish the following statement for the year ending December 31, 1867:

Premiums received during the year ending December 31, 1867, including unterminated risks of 1866		$[illegible]
Premiums on Marine Risks	$ 60,002 34	
Premiums on River Risks	107,380 25	
Premiums on Fire Risks	172,807 43	
Less Return Premiums	1,350 00	
Less Premiums on Risks not terminated in 1867	41,000 00	
		42,400 00
Net earned Premiums year December 31, 1867		
Losses paid during same period:		
On Marine Risks	28,000 74	
On River Risks	106,005 94	
On Fire Risks	29,397 00	
	163,403 14	
Re-Insurances	12,047 3	
Expenses, Taxes, Interest on Scrip, etc., less Discount and Interest		$217,740 00
Remaining		66,000 00
Twenty-five per cent and fifteen per cent returned in lieu of Scrip		27,321 22
Reserved for Unadjusted Losses		3,007 10
The Company have the following assets:		
367 Bonds City of New Orleans of $1,000 each		267,000 00
33 Bonds State of Louisiana of $1,000 each		19,800 00
30 Bonds State of Louisiana of $500 each		8,000 00
20 Bonds St. Charles Hotel Company of $500 each		
5 U. S. 5-20 Bonds of — $500 each		4,000 00
4 shares Vallette Dry Dock Company—$100 each		
200 shares Bank of New Orleans—$30 each, valued at $38		34,000 00
400 shares Union Bank of New Orleans—$75 each		
245 shares Canal Bank—$100 each, valued at $90		22,300 00
50 shares Mechanics' and Traders' Bank—$100 each, valued at $16		
126 shares Crescent City Bank—$50 each, valued at $15		1,395 00
40 shares Merchants' Bank—$40 each, valued at $15		1,350 00
Cash on hand		$129,120 00
Real Estate No. 76 Camp street		25,000 00
Loans on Pledges		
Bills Receivable		12,745 03
Loss Bad and Doubtful		6,444 14
Outstanding accounts in course of Collection		79,000 00
Loss Bad and Doubtful		10,211 00
Scrip of other Insurance Companies		
Total Assets		$678,724 00

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

ALFRED MOULTON, President.

A. W. HUNTER, Secretary.

STATE OF LOUISIANA, Parish of Orleans, City of New Orleans.

Sworn to, and subscribed before me, this 14th day of January, 1868.

PARIS CHILDRESS,

Second Justice of the Peace.

The Board of Trustees have resolved to pay Six Per Cent in Cash, on all outstanding Certificates of Scrip, to the legal holders thereof, on and after the Second TUESDAY in February next.

ALFRED MOULTON, President,

WM. H. PERKINS, Vice President,

A. W. HUNTER, Secretary.

TRUSTEES:

H. K. Converse, B. F. Etheil, Robert Hare, Jos. H. Issaheres, Jno. Hay, J. H. Ledwigo, Alfred Moulton, A. H. May, J. M. Allen, Jno. T. Moore, Jno. G. Rogers, W. H. Perkins.

jan17 1m

N. O. Mutual Insurance Company.

EIGHTH ANNUAL STATEMENT

Premiums during the year ending 31st December, 1867.		
On Fire Risks	$373,006 16	
On Marine Risks	66,469 64	
On River Risks	22,769 81	
Total Premiums		$411,255 41
Less: Premiums unearned 31st December, 1867	$115,562 00	
Return Premiums	4,115 41	
		$119,677 41
Net earned Premiums		$291,580 00
Losses:—		
On Fire Risks	$ 59,790 62	
On Marine Risks	61,688 15	
On River Risks	19,039 44	
	$140,482 21	
Taxes	11,660 33	
Reinsurance	6,374 31	
Expenses, less interest account	16,180 82	
Interest on Scrips	24,334 50	
		$194,076 84
Profit		$ 97,449 16
The Company have the following assets:		
Bills receivable for Premiums	$ 2,794 [illegible]	
Notes secured by pledge and mortgage	228,287 00	
Due for premiums in course of collection	66,335 [illegible]	
Gas Light Co., City R. R. Co. Stocks, City Bonds, etc.	183,549 44	
Scripts of sundry Mutual Insurance Companies	29,136 00	
Cash on hand	33,777 00	
	$[illegible]	
Less: Depreciation on the above	92,156 30	
Net		$459,[illegible]
Less: Unclaimed Interest on Scrips	$ 7,439 76	
Interest payable on outstanding Scrips	26,350 00	34,207 76
		$425,[illegible]

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.

J. TUYES, President.

J. W. HINCKS, Secretary.

STATE OF LOUISIANA, Parish of Orleans, City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me, this 11th day of January, 1868.

PAUL W. COLLENS,

Third Justice of the Peace.

The Board of Directors have resolved to declare a scrip dividend of thirty per cent. on the net earned participating premiums for the year ending 31st December, 1867, for which certificates will be issued on and after the second Monday of March, and have further resolved to pay six per cent on the outstanding certificates of scrip, on and after the second Monday of March, 1868.

—DIRECTORS:—

George Urquhart, Chas. Lafitte, A. Rochereau, J. M. Lapeyre, G. W. Babcock, A. Schreiber, T. S. Blanchard, John Genois, Wm. Stevens, W. T. Williams, J. A. White, J. Tuyes.

Office—111 Canal street. jan19 1m cod 1y

The Income Tax.

The following is the form of making income returns for 1868 under the new law. The readers will see at a glance the character of the articles to be returned upon, and the deductions to be made:

RETURNS.

1. From the profits in any trade, business or vocation from which income is actually derived, or any interest therein wherever carried on.
2. From the payment of debts in a former year considered lost, and which have not paid a previous income tax.
3. From rents.
4. From farming operations—amount of live stock sold, amount of agricultural products sold.
5. From profits realized by sales of real estate purchased since December 31st, 1865.
6. Of interest on any bonds or evidences of indebtedness of any railroad, canal turnpike, canal navigation or slackwater company, or interest or dividends on stock, capital or deposit in any bank, trust company, savings institution, insurance, railroad, canal, turnpike, canal navigation or slackwater company.
7. From dividends of any incorporated company other than those above mentioned.
8. From gains and profits of any incorporated company not divided.
9. From interest on notes, bonds or other securities of the United States.
10. From interest on notes, bonds, mortgages or securities other than those enumerated above.
11. From any salary other than as an officer or employé of the United States.
12. From any salary or pay as an officer or employé of the United States.
13. From profits on sales of gold or stocks, whenever purchased.
14. From all sources not above enumerated. Gross income.

DEDUCTIONS.

1. Exempt by law $1000.
2. National, State, county and municipal taxes within the year.
3. Losses actually sustained during the year from fire, shipwreck, or incurred in trade, and not already deducted in ascertaining profits.
4. Losses on sales of real estate purchased since December 31, 1865.
5. Amount paid for hired labor to cultivate land from which income is derived.
6. Amount paid for the live stock which was sold within the year.
7. Amount actually paid for rent of homestead.
8. Amount paid for usual or ordinary repairs, excluding payments for new buildings, permanent improvements or betterments.
9. Interest paid out of falling due within the year.
10. Salary or pay as an officer or employé of the United States, from which a tax has been withheld.
11. Interest or dividends from corporations enumerated above in paragraph six.

Taxable income.

Amount of tax at 5 per cent.

CARRIAGES, GOLD WATCHES, BILLIARD TABLES AND SILVER PLATE.

(Schedule A.—Section 100 Act June 30, 1864, as Amended July 13, 1866.)

TAXABLE PROPERTY.

On plate of silver, kept for use, per ounce troy—50 cents.

On plate of silver, kept for use, per ounce troy, exceeding forty ounces, used by one family—50 cents.

Carriage, phaeton, carryall, rockaway, or other like carriage, and any coach, hackney coach, omnibus or four wheeled carriage, the body of which rests upon springs of any description and which is not used exclusively in husbandry or in the transportation of merchandise, valued at exceeding $300 and not exceeding $500, including harness used therewith—$2.

Carriages of like description valued above $500—$10.

Gold watches, composed wholly or in part of gold or gilt, kept for use, valued at $100 or less—$1.

Gold watches, composed wholly or in part of gold or gilt, kept for use, valued at above $100—$2.

Billiard tables kept for use, and not subject to special tax—$10.

Postal Information.

TO THE BRITISH NORTH AMERICAN PROVINCES

Cape Breton, Prince Edward's Island and Nova Scotia. To Newfoundland prepayment required. To Canada and New Brunswick, 10c. per ½ oz., any distance. "10 cents when not over 3,000 miles from the line of crossing. "15 cents when distance exceeds 3000 miles." Prepayment optional.

Steamers of the Cunard line sail from Boston twice each month, touching at Halifax, and when letters are sent by that conveyance for Nova Scotia, Newfoundland, Cape Breton and Prince Edward's Island, the U. S. postage is 5 cents the single rate, to be prepaid. The inland rate is collected on delivery. On newspapers by this route, the postage is two cents each.

RULES FOR RATING LETTERS, &C.

1. *In the United States and British Mails.*—Letters exchanged with the United Kingdom of Great Britain and Ireland, or addressed to British Colonies and foreign countries, for transmission in the open mail via England, are charged with United States and British postage, at a single rate for each half ounce or fraction thereof, the same as domestic letters.

In the case of letters to be forwarded in the British mail for transmission from England "via Marseilles," the French postage is rated at 6 cents the quarter ounce, except on letters for Java, China, Labuan, Borneo, Japan, the Moluccas and Philippine Islands, which are rated at 8 cents per half ounce, and except, also, on letters for Syria and Tunis, by French packet, when the single French rate is 12 cents per quarter ounce.

2. *In the United States and French Mails.*—Letters in the mail to France are to be charged with single rate of postage, if not exceeding the weight of one quarter ounce; double rate if exceeding a quarter, but not exceeding half an ounce, and so on, an additional rate being charged for each quarter ounce, or fractional part of a quarter ounce.

The rates by French mail are to their destination, except the following places, viz: Aden, Batavia, Ceylon, China, islands of Turey in Europe, except as herein mentioned, viâ Austria, countries to which correspondence can be sent via Suez, countries beyond sea from France, other than those enumerated, East Indies, Gibraltar, Hong Kong, Java, Mauritius, Montenegro, Penang, Portugal, Isle of Re-Union, Servia, (except Belgrade,) Shanghai, Singapore and Spain. The limit of payment to Spain, Portugal and Gibraltar is Behobie; to Servia (except Belgrade,) Montenegro, and cities of Turkey in Europe, except as herein mentioned, "via Austria," the frontier of Turkey and Austria; to Aden, East Indies, Ceylon, China, and other countries via Suez, the ports of the Indies, or of the sea of China to which the English packets ply, and to places beyond seas, or other than those designated the limit is the port of arrival in the country of destination.

3. *In the Mails to Prussia, or to Belgium.*—Letters in the United States and Prussian closed mails, and in the mails exchanged with Belgium are charged with single rate of postage, if not exceeding half an ounce in weight; double rate if exceeding half an ounce, but not exceeding an ounce; quadruple rate if exceeding an ounce, but not exceeding two ounces; and so on, for greater weights, charging two rates for every ounce or fractional part of an ounce over the first ounce. As this scale of progression differs from that followed in respect to domestic letters, great care is required to prevent mistakes.

4. *In the Mails to Bremen, or to Hamburg, &c.* Letters addressed to the German States, &c., when sent via Bremen or Hamburg, and letters addressed to the British North American Provinces, are rated in the same manner as domestic letters, one rate being charged for each half ounce or fractional part of half an ounce.

General Directions.—Postmasters should be careful where the postage is prepaid, to collect the proper amount. They should be particular to notice the route indicated on the envelopes of letters, and to collect postage accordingly. Letters mailed at some offices marked "via England," or "via Prussian Closed Mail," for a German State, are frequently taken upon the prepayment of Bremen rates, and those marked "via Bremen," at Prussian closed rates, &c.

Routes of Transmission, Etc.

To prevent mistakes at the exchange offices, it is desirable that the particular route by which letters are to be forwarded from the United States to Europe, should be distinctly written on the covers. Letters intended for transmission in the open mail to England, should bear the direction "open mail via England;" if for transmission in the French mail, they should be directed, "via France in French mail;" if for transmission by closed mail to Prussia, they should be directed "via Prussian closed mail;" if for transmission in the closed mail to Belgium, they should be directed "via Belgian closed mail;" and if for transmission by the New York and Bremen line to Bremen, or by the New York and Hamburg line to Hamburg, they should be directed "via Bremen," or "via Hamburg."

It is important that letters addressed to Germany and other European countries, via France, where the single rate per quarter ounce is 21 cents, should be plainly marked to be sent via France; otherwise they may be missent in the open mail to Liverpool by United States packet, the 21 cent rate per half ounce being also chargeable on letters thus forwarded.

Bank Directory.

Bank of America, corner of Canal and Exchange Place—A. M. Fortier, President; J. B. Mortimer, Cashier.

Canal Bank, corner of Gravier and Camp—Geo. Jonas, President; C. Jumonville, Cashier.

Crescent City Bank, 30 Camp street—E. H. Summers, President; Charles Fearle, Jr., Cashier.

Citizens' Bank, corner of Royal and Customhouse—John G. Gaines, President; J. L. Delery, Cashier.

City National Bank, corner Magazine and Natchez Alley—C. T. Buddecke, President; Jules Cassard, Cashier.

Bank of Louisiana, (in liquidation), corner Royal and Conti—Ambrose Lanfear, President; J. P. Irvine, Cashier.

Louisiana State Bank, Camp street—J. A. Blanc, President pro. tem.; L. Bernard, Cashier.

Mechanics' and Traders' Bank, No 162 Canal street—Walter G. Robinson, President, G. Creant, Cashier.

Bank of New Orleans, corner Canal and Exchange Alley—C. Cavaroc, President; Numa Augustin, Cashier.

Fyke, Lapeyre & Bro., No. 17 Camp street.

Southern Bank, No. 11 St. Charles street—Theo. Layton, President; John G. Devereux, Act. Cashier.

Samuel Smith & Co., cor. Camp and Common streets.

United States Treasury, at the Mint Hotel—W. R. Whittaker, Asst. Treasurer; James A. Veazie, Cashier.

Union Bank of Louisiana, No. 122 Canal street—F. E. Lavillebeuvre, President; Geo. A. Freret, Cashier.

Burke & Co., No. 54 Camp street

Merchants' Bank, Camp street—Haynes, President; Thos. J. Dix, Cashier.

Louisiana National Bank, Common street near Camp—James Robb, President; Jos. W. Carroll, Vice President and —— Hall, Cashier

TREATMENT —OF— SECRET AND CUTANEOUS DISEASES, SYPHILIS, GONORRHEA, ULCERATIONS, OBSTRUCTIONS, ERUPTIONS, ECZEMA, SCROFULA, SCURVY, &c.

R. GAUDOR,

Druggist, from the Paris University,

Corner Common and Dauphine Streets.

JACOB OTT Carpenter.

Special attention given to REPAIRING of STORES and DWELLINGS.

Cisterns Made and Repaired.

Orders left at 25 Tivoli Circle, or at L. DURAND, corner Toulouse and Chartres streets, promptly attended to.

Choice Lumber for Counters, &c.

10,000 FEET of choice black Walnut LUMBER, suitable for counters, for sale, on reasonable terms, to close a consignment. Also a supply of YELLOW PINE LUMBER and Tongued and Grooved FLOORING and CEILING.

For sale by

ABR'T. L. McCONNELL,

104 Commandant street

febl 1y

THE NATIONAL TICKET.

Seymour's Letter of Acceptance.

He Has Opinions.

He Does Not Conceal Them.

A Statesman in the Field.

A Strong and Luminous Statement of the Issues.

New York, August 5.—The following is Horatio Seymour's acceptance of the Democratic nomination for the Presidency:

UTICA, August 4, 1868

Gentlemen—When in the city of New York on the 11th of July, in the presence of a vast multitude, on behalf of the National Democratic Convention, you tendered to me its unanimous nomination as their candidate for the office of President of the United States, I stated that I had "no words adequate to express my gratitude for the good will and kindness which that body had shown to me. Its nomination was unsought and unexpected. It was my ambition to take an active part, from which I am now excluded, in the great struggle going on for the restoration of good government, of peace and prosperity to our country. But I have been caught up by the overwhelming tide which is bearing us on to a great political change, and I find myself unable to resist its pressure.

You have also given me a copy of the resolutions put forth by the Convention, showing its position upon all the grand questions which now agitate the country. As the presiding officer of that Convention, I am familiar with their scope and import; as one of its members, I am a party to their terms. They are in accord with my views and I stand upon them in the contest upon which we are now entering, and I shall strive to carry them out in future, wherever I may be placed, in political or private life.

I then stated that I would send you these words of acceptance in a letter as is the customary form I see no reason, upon reflection, to change or qualify the term of my approval of the resolutions of the Convention. I have delayed the more formal act of communicating to you in writing what I thus publicly said for the purpose of seeing what light the action of Congress would throw upon the interests of the country.

RECENT ACTS OF CONGRESS.

Its acts since the adjournment of the Convention, show that it is alarmed lest a change of political power will give to the people what they ought to have, a clear statement of what has been done with the money drawn from them during the past eight years. Thoughtful men feel that there have been wrongs in the financial management which have been kept from the public knowledge.

The Congressional party has not only allied itself with military power, which is to be brought to bear directly upon the electors in many States, but holds itself in perpetual session with the avowed purpose of making such laws as it shall see fit in view of the elections which will take place within a few weeks. It did, therefore, not adjourn, but took a recess to meet again if its partisan interests shall demand its reassembling.

MENACING THE PEOPLE.

Never before in the history of our country has Congress thus taken a menacing attitude toward its electors. Under its influence some of the States organized by its agents are proposing to deprive the people of the right to vote for Presidential electors, and the first bold steps are taken to destroy the rights of suffrage. It is not strange, therefore, that thoughtful men see, in such action, the proof that there are with those who shape the policy of the Republican party motives stronger and deeper than the mere wish to hold political power, that there is a dread of some exposure which drives them on to acts so desperate and so impolitic.

Many of the ablest leaders and journals of the Republican party have openly deplored the violence of Congressional action and its tendency to keep up discord in our country. The great interests of our Union demand peace, order, and a return to those international pursuits, without which we cannot maintain the faith or honor of our Government. The minds of business men are perplexed by uncertainty. The hours of toil of our laborers are lengthened by the cost of living made exorbitant by the direct and indirect exactions of Government, and our people are harassed by the frequent demands of the tax gatherer.

PEACE AND CARPET BAGS.

Without distinction of party there is a strong feeling in favor of that line of action which shall restore order and confidence, and shall lift off the burdens which now hinder and vex the industry of the country. Yet at this moment those in power have thrown into the Senate Chamber and Congressional hall new elements of discord and violence. Men have been admitted as Representatives of some of the Southern States, with the declaration upon their lips that they cannot live in the States they claim to represent without military protection. These men are to make laws for the North as well as the South. These men who a few days since were seeking as suppliants that Congress would give them power within their respective States, are to-day the controller of the action of these bodies. Entering them with minds filled with this question, they demand that Congress shall look upon the States from which they come as in the condition of civil war, that the majority of their population embracing their intelligence, shall be treated as public enemies, so that their control may be kept up at the cost of the people of the North, and so that there shall be no peace and order at the South save that which is made by arbitrary power.

Every intelligent man knows that they not only owe their present positions to disorder, but that every motive for perpetuating it springs from the love of power and gain. A desire for vengeance prompts them to keep the South in anarchy. While that exists they are independent of the will or wishes of their fellow citizens. While confusion reigns they are dispensers of the profits and the honors which grow out of a government of mere force.

THE NORTH TO BE CONTROLLED BY THOSE WHO CONTROL THE SOUTH BY FORCE.

These men are now placed in positions where they cannot only urge their views of politics, but where they can enforce them. When Senators shall be admitted in this manner from the remaining Southern States, although they will have in truth no constituents, they will have more power in the Senate than a majority of the people of this Union living in nine of the great States. In vain members of the Republican party protested against the policy that led to this result.

While the chief of the late rebellion have submitted to the result of the war, and are now quietly engaged in useful pursuits for the support of themselves and families, and are trying by the force of their example, to lead back the people of the South to the order and industry not only essential to their well being but to the greatness and prosperity of our country, all those that, without ability or influence, have been thrown up by the agitations of civil convulsions into positions of honor and of profit, are striving to keep alive the passions to which they owe their elevation, and they clamorously assert that they are the only friends of the Union. Proof of that can only have sure foundation in a fraternal regard and a common desire to promote the peace, the order, and the happiness of all parties of our land.

IMPORTANCE OF A DEMOCRATIC VICTORY.

Events in Congress since the adjournment of the Convention have vastly increased the importance of a political victory by those who are seeking to bring back economy, simplicity and justice in the administration of our national affairs. Many Republicans have heretofore clung to their party, who have regretted the extremes of violence to which it has run. They have cherished a faith, that while the action of their political friends have been mistaken their motives have been good.

They must now see that the Republican party is in that condition that it cannot carry out a peaceful policy, whatever its motives may be. It is a misfortune, not only to a country, but to a governing party itself, when its action is unchecked by any form of opposition. It has been the misfortune of the Republican party that the events of the past few years have given it so much power that it has been able to shackle the Executive, to trammel the judiciary and carry out the views of the most unwise and violent of its members. When this state of things exists in any party, it has ever been found that the judgment of its ablest leaders do not control. There is hardly an able man who has helped to build up the Republican organization, and who has within the past three years warned it against its excesses, who has not been borne down and forced to give up his convictions of what the interests of the country called for, or, if too patriotic to do this, who has not been driven from its ranks.

If this has been the case heretofore what will be its action with this new infusion, who, without a decent respect for the views of those who had just given them their positions, begin their legislative career with calls for arms, and demands that their States shall be regarded as in a condition of civil war, and a declaration that they are ready and anxious to degrade the President of the United States whenever they can persuade or force Congress to bring forward new articles of impeachment?

A CHANGE NEEDED TO CHECK VIOLENCE OF PARTY ACTION.

The Republican party, as well as we, are interested in putting some check upon this violence. It must be clear to every thinking man that a new disposition of political power tends to check the violence of party action, and assures the peace and good order of the country. The election of a Democratic executive and a majority of Democratic members to the House of Representatives would not give to that party organization power to make sudden or violent changes, but would serve to check those extreme measures which have been deplored by the best men of both organizations. The result would most certainly lead to that peaceful restoration of the Union and the re-establishment of fraternal relationship which the country desires. I am sure the best men of the Republican party deplore as deeply as I do the spirit of violence shown by those recently admitted to seats in Congress from the Southern States. The condition of civil war which they contemplate must be abhorrent to every right thinking man.

THE CARES AND RESPONSIBILITIES OF THE PRESIDENCY.

I have no more personal wishes which mislead my judgment in regard to the pending election. No man who has weighed and measured the duties of the office of President of the United States can fail to be impressed with the cares and toils of him who is to meet its demands. It is not merely to float with popular currents without a policy or a purpose. On the contrary, while our Constitution gives just weight to the public will, its distinguishing feature is that it seeks to protect the rights of minorities. Its greatest glory is that it puts restraint upon power. It gives force and form to those maxims and principles of civil liberty for which the martyrs of freedom have struggled through ages. It declares the right of the people to be secure in their persons, houses and papers against unreasonable search and seizure; that "Congress shall make no law respecting the establishment of religion or the free exercise thereof, or abridging the freedom of speech or of the press, or the right of the people to petition for redress of grievances." It secures "the right of a speedy and public trial by an impartial jury."

No man can rightfully enter upon the duties of the Presidential office unless he is not only willing to carry out the wishes of the people expressed in a constitutional way, but is also prepared to stand up for the rights of minorities. He must be ready to uphold the free exercise of religion. He must denounce measures which would wrong personal or home rights or the religious conscience of the humblest citizens of the land. He must maintain without distinction of creed or nationality all the privileges of an American citizenship. The experience of every public man who has been faithful to his trust teaches him that no one can fulfil the duties of the office of President unless he is ready not only to undergo the falsehoods and abuse of the bad but to suffer the censure of the good, who are misled by prejudices and misrepresentations.

There are no attractions in such positions, which deceive my judgment, when I say that a great change is going on in the public mind. The mass of the Republican party are more thoughtful, tempered and just than they were during the excitement which attended the progress and close of the civil war.

THE DEMOCRATIC CONVENTION.

As the energy of the Democratic party springs from their devotion to their cause and to their candidates, I may, with propriety speak of the fact that never in the political history of our country has the action of any like body been hailed with such universal and real enthusiasm as that which has been shown in relation to the position of the National Democratic Convention, and with the creation of which the candidates had nothing to do. Had any others of those named been selected this spirit would have been perhaps more marked. The zeal and energy of the conservative masses sprung from a desire to make a change of policy, and from the thought that they can carry out their purposes.

THE SOLDIERS AND SAILORS.

In this faith they are strengthened by the co-operation of the great body of those who served in the Union army and navy during the war. Having given nearly 16,000 commissions to the officers of that army, I know their views and wishes. They demand the Union for which they fought. The largest meeting of those gallant soldiers ever assembled was held in New York, and indorsed the action of the National Convention in words instinct with meaning. They called on the Government to stop in its policy of hate, discord and dissension, and in terms of fervid eloquence demanded the restoration of the rights of the American people. When there is such accord between those who proved themselves brave and self-sacrificing in war, and those who are thoughtful in council, I cannot doubt we shall gain a political triumph, which will restore our Union, bring back peace to our land, and give us once more the blessing of a wise, economical and honest government.

I am, gentlemen, truly yours, etc.,

HORATIO SEYMOUR.

To Gen. G. W. Morgan, and others, Committee, etc., etc.

Letter from Gen. Frank P. Blair Accepting the Democratic Nomination for Vice President.

The following is a copy of General Blair's letter of acceptance of the Democratic nomination for Vice President:

General G. W. Morgan, Chairman of the Committee of the National Democratic Convention:

GENERAL—I take the earliest opportunity of replying to your letter notifying me of my nomination for Vice President of the United States by the National Democratic Convention, recently held in the City of New York. I accept, without hesitation, the nomination tendered in a manner so gratifying, and give you and the committee my thanks for the very kind and complimentary language in which you have conveyed to me the decision of the Convention. I have carefully read the resolutions adopted by the Convention and most heartily concur in every principle and sentiment they announce. My opinions upon all of the questions which discriminate the great contending parties, have been freely expressed on all suitable occasions, and I do not deem it necessary at this time to reiterate them. The issues upon which the contest turns are clear, and cannot be obscured or distorted by the sophistries of our adversaries. They all resolve themselves into the old and ever recurring struggle of a few men to absorb the political power of the nation. This effort, under every conceivable name and disguise, has always characterized the opponents of the Democratic party, but at no time has the attempt assumed a shape so open and daring as in this contest. The adversaries of free and constitutional government, in defiance of the express language of the Constitution, have erected a military despotism in ten of the States of the Union; have taken from the President the powers vested in him by the supreme law, and have deprived the Supreme Court of its jurisdiction. The right of trial by jury and the great writ of *habeas corpus*, shields of safety for every citizen, and which have descended to us from the earliest traditions of our ancestors, and which our revolutionary fathers sought to secure to their posterity for ever in the fundamental charter of our liberties, have been ruthlessly trampled under foot by the fragment of a Congress. Whole States and communities of people of our own race have been attainted, convicted, condemned and deprived of their rights as citizens without presentment or trial or witnesses, but by Congressional enactment of *ex post facto* laws, and in defiance of the constitutional prohibition denying even to a full and legal Congress the authority to pass any bill of attainder or *ex post facto* law. The same usurping authority has substituted as electors, in place of the men of our own race, thus illegally attainted and disfranchised, a host of ignorant negroes, who are supported in idleness with the public money, and combined together to strip the white race of their birthright, through the management of the Freedmen's Bureau, and the emissaries of conspirators in other States, and to complete the oppression the military power of the nation has been placed at their disposal, in order to make this barbarism supreme. The military leader, under whose prestige this usurping Congress has taken refuge since the condemnation of their schemes by the free people in the elections of last year, and whom they have selected as their candidate to shield themselves from the result of their own wickedness and crime has announced his acceptance of the nomination, and his willingness to maintain their usurpations over eight millions of white people at the South, fixed to the earth by his bayonets. He exclaims: "Let us have peace." "Peace reigns in Warsaw" was the announcement which heralded the doom of the liberties of a nation. "The Empire is peace," exclaimed Bonaparte when freedom and its defenders expired under the sharp edge of his sword. The peace to which Grant invites us is the peace of despotism and death. Those who seek to restore the Constitution by executing the will of the people condemning the reconstruction acts already pronounced in the elections of last year, and which will, I am convinced, be still more emphatically expressed by the election of the Democratic candidate as the President of the United States, are denounced as revolutionists by the partisans of this vindictive Congress. Negro suffrage which the popular vote of New York, New Jersey, Pennsylvania, Ohio, Michigan, Connecticut and other States have condemned as expressly against the letter of the Constitution, must stand because their Senators and Representatives have willed it. If the people shall again condemn these atrocious measures by the election of the Democratic candidate for President, they must not be disturbed although decided to be unconstitutional by the Supreme Court, and although the President is sworn to maintain and support the Constitution. The will of a fraction of a Congress reinforced with its partisan emissaries sent to the South, and supported there by the soldiery must stand against the will of the people and the decision of the Supreme Court, and the solemn oath of the President to maintain and support the Constitution. It is revolutionary to execute the will of the people. It is revolutionary to execute the judgment of the Supreme Court. It is revolutionary in the President to keep inviolate his oath to sustain the Constitution. This false construction of the vital principle of our Government is the last resort of those who would have their arbitrary reconstruction sway and supplant our time-honored institutions. The nation will say the Constitution must be restored, and the will of the people again be supreme. The appeal to the peaceful ballot to attain this end is not war—is not revolution. They make war and revolution who attempt to arrest this quiet mode of putting aside military despotism and the usurpation of a fragment of a Congress asserting absolute power over that benign system of regulated liberty left us by our fathers. This must be allowed to take its course. This is the only road to peace. It will come with the election of the Democratic candidate, and not with the election of that mailed warrior whose bayonets are now at the throats of eight millions of people in the South to compel them to support him as a candidate for the Presidency, and to submit to the domination of an alien race of semi-barbarous men. No perversion of truth or audacity of misrepresentation can exceed that which hails this candidate in arms as an angel of peace.

I am, very respectfully,

Your obedient servant,

FRANK P. BLAIR.

Sun Mutual Insurance Company

OFFICE OF THE SUN MUTUAL INSURANCE CO., New Orleans, 22d Jan., 1868.

TWELFTH ANNUAL STATEMENT OF THE AFFAIRS OF THE SUN MUTUAL INSURANCE COMPANY OF NEW ORLEANS, for the year ending December 31st, 1867.

Amount of Premiums for the year ending 1st December, 1867, viz:		
On Fire Risks	$166,471 56	
On Marine Risks	65,930 94	
On River Risks	85,402 24	
	$317,804 71	
Add unterminated risks, for 1866	66,865 00	
		$384,669 71
Deduct unterminated risks for 1867	60,418 00	
Return premiums for 1867	2,500 84	
		$ 63,014 84
Net earned premiums 31st Dec., 1867		$321,074 87
Losses paid during same period, viz:		
On Fire Risks	$32,651 12	
On Marine Risks	28,641 76	
On River Risks	35,022 94	
		96,715 82
Add re-insurances	3,237 75	
Dis. on Prem.	46,636 87	
		50,374 62
Expenses, Taxes, Rent Account, Profit and Loss, etc., less discount and interest		71,610 81
Reserved for payment of interest on scrips due in 1868		55,213 10
		$274,513 33
Net profits		$ 37,161 33
The Company have the following Assets, viz:		
Two hundred and nine Consolidated City Bonds valued at 80c		$167,200 00
One hundred and twenty-four N. O. J. and G. N. R. R. City Bonds, valued at 70c		86,800 00
One hundred and two N. O., O. and G. W. R. R. City Bonds, valued at 70c		71,400 00
Twenty five Pontchartrain R. R. City Bonds, valued at 70c		17,500 00
Four Opelousas R. R. State Bonds, valued at 80c		2,400 00
Six Mexican Gulf R. R. State Bonds, valued at 50c		3,000 00
Nine Vicksburg, S. and Texas R. R. State Bonds, valued at 50c		4,500 00
Bank and Gas Stocks, etc.		162,455 00
Loans on Pledge		25,100 00
Loans on Mortgage		25,000 00
Bills Receivable		11,395 33
Premiums due in course of collection		67,183 02
Scrip of other insurance companies		12,450 00
Uncurrent funds		4,100 00
Coupons on City Bonds due, not collected		13,900 00
Cash on hand		50,874 41
		$767,700 61

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.

THOMAS SLOO, President.

THOS. ANDERSON, Secretary.

STATE OF LOUISIANA, Parish of Orleans, City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me, this 23d day of January, 1868.

PARISH CHILDRESS,

Second Justice of the Peace, Parish of Orleans.

The Board of Directors have resolved to pay six per cent. interest on the outstanding certificates of profits, on and after the second Monday of February next. And they have further declared a Scrip dividend of Thirty Five per cent. on the net earned participating premiums for the year ending December 31st, 1867, for which certificates will be issued on and after the 16th day March next.

THOMAS SLOO, President,

JOHN G. GAINES, Vice President,

THOS. ANDERSON, Secretary.

DIRECTORS:

Jno. G. Gaines, R. J. Hart, Henry Renshaw, Jno. G. Richs, H. T. Lonsdale, J. H. Stauffer, R. Blasco, J. B. Bres, J. C. Barelli, Thos. Sloo, Theo. A. James.

jan23

GENERAL TRANS-ATLANTIC COMP'Y

REGULAR LINE FROM NEW ORLEANS TO ST. NAZAIRE, Corresponding with all the Antilles and Pacific Ocean Ports.

Fare from New Orleans to St. Nazaire, one berth, 1st fare deck or 2d aft deck, $230 in gold.

Fare from New Orleans to St. Nazaire, one berth, 2d fare deck, $128 in gold.

Fare from New Orleans to St. Nazaire, steerage, $100 in gold.

Children under three years old, free.

Children over three years and under eight, pay quarter price.

Children over eight and under twelve, pay half price.

Children over twelve years, pay full fare.

To every two children paying half price and to four children paying quarter price, there will be granted one bed.

In case there should be several children under three years in one family, only one will be allowed the privilege of free passage, the others will pay quarter price.

Servants attached to the passengers will pay the same as steerage passage.

Through tickets for the round trip are given with a discount of 25 per cent., provided the traveler makes his return trip on one of the Company's vessels, within six months after the sailing of the vessel in which he took passage from this port. These tickets are not transferable.

Fourth class passengers will furnish their meals.

One stateroom with two beds taken up for the special use of one passenger will be paid at the rate of one and one-half passage.

All passage by this line is payable in gold.

From and after the 15th of February the French steamship GUYANE will leave regularly every month for Havana, in order to connect with the large steamers of the General Trans-Atlantic Company, plying between St. Nazaire and Vera Cruz.

For passage apply to

VICTOR FRESLILLAT, Agent,

No. 127 Common street.

LEGAL NOTICES.

STATE OF LOUISIANA—SIXTH DISTRICT COURT FOR THE PARISH OF ORLEANS—I hereby certify that on the 2d day of April, 1868, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit, in the words and figures following, to wit—No. 20,264—Sixth District Court of New Orleans—John F. Wood vs. Elizabeth Stack, his wife—In this case submitted by consent to the Court for determination, for the reasons assigned in the written opinion of the Court, this day delivered and filed; It is ordered and decreed that there be a judgment of non suit herein as to plaintiff's demand. It is further ordered and adjudged that defendant's plea in reconvention be maintained, that the parties, plaintiff and defendant, be separated in property, that the community of acquests and gains heretofore existing between them be dissolved, and that the defendant in suit, Elizabeth Stack, and plaintiff in reconvention, do have and recover of the plaintiff in suit, John Francis Wood, her husband, the sum of nineteen hundred dollars, being the amount of her paraphernal property, with the privilege and mortgage accorded by law to married women on the estates of their husbands to secure their paraphernal rights, and that plaintiff in suit pay costs.

Judgment rendered 2d April, 1868.

Signed April 4th, 1868.

(Signed) G. DUPLANTIER, Judge.

In testimony whereof I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the city of New Orleans, on this 4th day of August, A. D., 1868, and the ninety-third year of the Independence of the United States.

WM. WOELPER,

aug6 3t in 30d Clerk.

THE STATE OF LOUISIANA—FIFTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—I hereby certify, that on the 5th day of May, 1868, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit, in the words and figures following, to-wit:—No. 19,362—Mrs. Jacob Hilbold vs. her Husband—On motion of Paul E. Laresche, Attorney for the Plaintiff in this cause, upon producing to the Court due proof in support of her demand and the Court considering the law and evidence to be with Plaintiff, It is adjudged and decreed that the judgment by default herein entered on the 5th instant be now confirmed, that there be judgment for Plaintiff, Marie Madeleine Moesmann, Widow Jean Lagoute, and against Defendant, Jacob Hilbold, her husband, decreeing a separation of property between the said parties and a dissolution of the community of acquests and gains existing between them, and the said Plaintiff to have the free administration of her estate, and that Defendant pay the costs of this suit.

Judgment rendered 5th May, 1868.

Signed, May 13th, 1868.

(Signed) CHAS LEAUMONT, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the city of New Orleans, on this 13th day of May, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty-eight, and the ninety-second year of the Independence of the United States.

A. D. SEBNOUDY,

aug14 3t in 30ds Dep. Clerk.

THE STATE OF LOUISIANA—FIFTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—I hereby certify, that on the 15th day of January, 1868, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit, in the words and figures following, to-wit—No 18,914—Anna M. McCraid vs. Mason Pilcher, her husband—In this case, submitted to the Court by consent for determination, the Court considering the admission of indebtedness, and confession of judgment filed by defendant, and other evidence filed, It is ordered, adjudged and decreed, that there be judgment in favor of plaintiff, Anna McCraid, wife of Mason Pilcher, and against the defendant, the said Mason Pilcher, her husband, that said parties be separated in property, and the community of acquests and gains heretofore existing between them dissolved; that plaintiff be decreed to have the sole control and management of her separate estate. It is further ordered and adjudged that plaintiff recover of the defendant the sum of thirty-one hundred and thirty seven dollars, with legal interest from judicial demand till paid, and costs of suit, with the lien and privilege allowed by law to married women, on the estate of their husbands to secure their paraphernal rights.

Judgment rendered 15th January, 1868; signed January 16th, 1868.

(Signed) CHS. LEAUMONT, Judge.

STATE OF LOUISIANA,

Fifth District Court for the parish of Orleans.

I, Louis Power, Clerk of the Fifth District Court for the parish of Orleans, do hereby certify, that the above is a true copy of the judgment in the suit of Anna McCraid, wife of Mason Pilcher, vs. Her Husband—No 18,914 of the docket of the late Fifth District Court of New Orleans; and I further certify, that pursuant to an act of the Legislature of this State, approved July 2d, 1867 the records of said Court have been transferred to this Court and are in my custody, as Clerk thereof.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the city of New Orleans, on this 20th day of August in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty-eight, and the 93d year of the Independence of the United States.

LOUIS POWER,

aug27 3t30d Clerk.

Merchants' Mutual Insurance COMPANY OF NEW ORLEANS.

FOURTEENTH ANNUAL STATEMENT.

In conformity with the requirements of their Charter, the Company publish the following

STATEMENT:

Premiums received during the year ending 31st May, 1868, including unearned premiums of the previous year:		
On Fire Risks	$ 823,404 43	
On Marine Risks	282,794 17	
On River Risks	58,543 62	
Total Premiums		$1,164,692 22
Less Premiums Unearned 31st May, 1868	$288,047 60	
Return Premiums	32,471 07—$ 320,518 67	
Net Earned Premiums 31st May, 1868		$ 391,644 15
Losses paid:		
On Fire Risks	$371,228 27	
On Marine Risks	173,949 20	
On River Risks	45,980 28	
	$ 491,[illegible] 91	
Taxes	28,045 62	
Reinsurance, Expenses, Profit and Loss, less interest	105,382 94—$ 624,314 56	
Net Profit		$ 277,329 59
The Company have the following assets:		
Real Estate	$ 160,677 67	
Notes Secured by Mortgage	623,387 28	
Notes Secured by Pledge	60,147 23	
Cash on hand	126,670 34	
Premiums in course of Collection	96,765 61	
City Bonds	29,000 00	
Bank and Railroad Stocks	164,300 00	
Bills Receivable	127,154 75	
Scrips of Mutual Insurance Companies	27,[illegible] 00	
Stock of Vallette Dry Dock Company	15,000 00	
" Levee Steam Cotton Press	4,000 00	
" Marine Dry Dock	3,700 00	
" Merchants Exchange	1,000 00	
" Lightering and Wrecking Co.	1,000 00	
" Louisiana Equitable Life Ins. Co.	500 00	
State Bonds	1,200 00	
Total		$1,460,414 36
Less:		
Unclaimed interest and interest payable in July next on all outstanding Scrips of the Company	$101,245 15	
Thirty-five per cent. of Scrip issue of 1858 payable in July	70,675 75	
Unearned Premiums 31st May, 1868	288,047 60—$460,769 50	
		$1,007,045 36

The above Statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

JOHN PEMBERTON, President.

PAUL FOURCHY, Secretary.

STATE OF LOUISIANA, Parish of Orleans, City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me, this 9th day of June, 1868.

PAUL W. COLLENS,

Third Justice of the Peace.

At a meeting of the Board of Directors, held on the 9th day of June, 1868, it was resolved to declare a Scrip Dividend of THIRTY PER CENT. on the Net Earned Participating Premiums for the year ending 30th May, 1868, for which certificates will be issued on and after the first day of August next. Also to pay on and after the second Monday in July next THIRTY-FIVE PER CENT. ON THE SCRIP ISSUE OF 1858, and six per cent. interest on all outstanding Scrips of the Company.

DIRECTORS.

John Pemberton, F. Marpero, David McCoard, M. Puig, L. F. Generes, Pierre Fouche, Chas. Saguey, John Morgan Hall, S. Z. Relf, P. S. Wiltz, J. J. Fernandez.

je10 1y

Louisiana Mutual Insurance Company.

Fourteenth Annual Statement.

In conformity with the requirements of their Charter the Company publish the following statement.

Total Premiums for the year ending 29th February, 1868		$546,525 42
Viz—Fire Premiums	$286,272 97	
Marine Premiums	183,155 70	
River Premiums	160,097 15	
		$546,525 42
Less Return Premiums	$ 5,858 75	
Less Unearned Premiums	40,146 00	
		$ 46,004 75
Net Earned Premiums		$502,515 67
Losses Paid:		
Fire Losses	$ 62,297 35	
Marine Losses	184,272 79	
River Losses	94,392 00	
	$342,062 14	
Discount in lieu of Scrip	54,349 69	
Taxes and Internal Revenue	34,741 38	
Expenses, Rent, etc., less Discount Account	28,210 30	
Six per cent. Interest on outstanding Scrip to 1st March, 1868	37,777 00	
		$491,210 76
Reserved for Unadjusted Losses		$ 11,277 00

The Company have the following Assets, which in the Report of the Finance Committee of the Company, unanimously adopted by the Board of Trustees, are declared, after ample allowances and deductions are made, to be equivalent to a Cash Capital of $630,000, viz:

Invested in Real Estate	$ 46,386 11
Invested in Mortgage on Real Estate	79,019 39
Invested in City and other Bonds	82,220 00
Invested in Bank and other Stocks	122,565 00
Invested in Scrip of Insurance Companies	126,392 00
Loaned on Pledges	16,200 00
Bills Receivable	48,883 00
Premiums in course of Collection	97,392 71
Cash on hand	111,512 [illegible]
	$727,669 46

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

CHAS. BRIGGS, President.

J. P. Roux, Secretary.

STATE OF LOUISIANA, Parish of Orleans, City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me, this 28th day of March, 1868.

PAUL W. COLLENS,

Third Justice of the Peace.

Six per cent interest on all outstanding Scrip will be paid to the legal holders thereof on the second Monday of May next.

CHAS. BRIGGS, President.

ANT. CARRIERE, Vice President.

TRUSTEES:

Charles Briggs, A. R. Montgomery, Ant. Carriere, A. Lessert, Geo. A. Fosdick, Frank Williams, R. Brugier, Thomas Byrne, Chas. Lafitte, John Thornhill, John S. Mansell, W. A. Violett, P. Anderson, Hugh Macdonald, Alfred Kearny, Wm. H. Pinckard, A. Frericks, John S. Walton, Geo. W. Dunbar, George Foster, E. F. Stockmeyer, Andrew Stewart, Geo. W. Hynson, L. S. Pothier, Arch'd Montgomery, John Nixon, Jr., Henry J. Voss, R. Piaggio, E. Marqueze, James Galtier, Chas. Weisbaum, Rudolph Sieg, E. F. Given.

mh28

Home Mutual Insurance Company of New Orleans.

Office, No. 76 Camp Street, Corner of Natchez street.

SEVENTH YEAR.

Premiums received during the year ending December 31, 1867 ... $621,500 75

Losses, taxes, expenses, re-insurance, etc., paid during same period ... $217,740 00

Assets on the 31st December, 1867 ... $678,724 00

This Company continues to insure against the perils of the Seas, Rivers, and loss or damage by Fire, at the current rates of premiums.

ALFRED MOULTON, President.

WM. H. PERKINS, Vice President.

A. W. HUNTER, Secretary.

TRUSTEES.

J. M. Allen, J. H. Ledwigon, H. K. Converse, A. Moulton, Wm. Chambers, A. H. May, B. F. Etheil, John T. Moore, Robert Hare, Wm. H. Perkins, J. H. Issaheres, John G. Rogers.

febl1 1ma, eod

THE NEW ORLEANS DAILY BEE

DUFOUR & LIMET, PUBLISHERS.

Office, No. 73 Chartres Street.

RATES OF ADVERTISING

Squares	1 month	2 mos	3 mos	6 mos	12 mos
One	$12	$22	$30	$50	$75
Two	20	35	50	75	125
Three	26	45	60	85	140
Four	30	55	70	100	160
Five	35	60	80	120	175
Six	40	65	85	130	190
Seven	46	70	100	140	210
Eight	55	80	110	150	230
Nine	60	90	120	165	250
Ten	70	100	130	180	275
Eleven	75	110	140	200	300
Twelve	80	120	150	220	325
Thirteen	85	130	160	250	350
Fourteen	90	140	175	300	400
Fifteen	100	150	190	350	450
Thirty	175	250	450	750	1200

THE SEMI-WEEKLY BEE

Is published every Tuesday and Saturday mornings. Subscription, $4 per annum, in advance. Single copies ten cents.

RATES OF ADVERTISING:

Squares	1 mo.	2 mos.	3 mos.	6 mos.	12 mos.
One	$4 net	$6 net	$12 net	$20 net	$35 net
Two	8	14	20	35	60
Three	12	19	28	44	70
Four	14	23	35	55	80
Five	18	26	42	66	110
Ten	30	50	75	120	200
Fifteen	40	75	100	150	250
Thirty	70	130	180	280	450

PLATFORM OF THE Democracy of the United States,

ADOPTED BY

A Unanimous Vote of Delegates in National Convention Assembled.

The Democratic party, in National Convention assembled, reposing its trust in the intelligence, patriotism and discriminating justice of the people, standing upon the Constitution as the foundation and limitation of the powers of the Government, and the guarantee of the liberties of the citizen, and recognizing the questions of slavery and secession as having been settled for all time to come by the war or the voluntary action of the Southern States in Constitutional Conventions assembled, and never to be renewed or reagitated, do, with the return of peace,

DEMAND,

FIRST—Immediate restoration of all the States to their rights in the Union under the Constitution and of civil government to the American people.

SECOND—Amnesty for all past political offenses, and the regulation of the elective franchise in the States by their citizens.

THIRD—Payment of the public debt of the United States as rapidly as practicable—all money drawn from the people by taxation, except so much as is requisite for the necessities of the Government economically administered, being honestly applied to such payment; and where the obligations of the Government do not expressly state upon their face, or the law under which they were issued does not provide that they shall be paid in coin, they ought in right and in justice to be paid in the lawful money of the United States. [Thunders of applause.]

FOURTH—Equal taxation of every species of property according to its real value, including Government bonds and other public securities. [Renewed cheering, and cries of read it again.]

FIFTH—One currency for the Government and the people, the laborer and the office-holder, the pensioner and the soldier, the producer and the bondholder. [Great cheering, and cries of "Read it again."]

The fifth resolution was again read and again cheered.

SIXTH—Economy in the administration of the Government; the reduction of the standing army and navy, the abolition of the Freedmen's Bureau, [great cheers] and all political instrumentalities designed to secure negro supremacy; simplification of the system and discontinuance of inquisitorial modes of assessing and collecting internal revenue, so that the burden of taxation may be equalized and lessened; the credit of the Government and the currency made good, the repeal of all enactments for enrolling the State militia into National forces in time of peace, and a tariff for revenue upon foreign imports, and such equal taxation under the Internal Revenue laws as will afford incidental protection to domestic manufactures, and as will, without impairing the revenue, impose the least burden upon and best promote and encourage the great industrial interests of the country.

SEVENTH—Reform of abuses in the administration, the expulsion of corrupt men from office, the abrogation of useless offices, the restoration of rightful authority to and the independence of the Executive and Judicial Departments of the Government. The subordination of the military to the civil power, to the end that the usurpations of Congress and the despotism of the sword may cease.

EIGHTH—Equal rights and protection for naturalized and native born citizens at home and abroad, the assertion of American nationality, which shall command the respect of foreign powers and furnish an example and encouragement to people struggling for national integrity, constitutional liberty and individual rights, and the maintenance of the rights of naturalized citizens against the absolute doctrine of immutable allegiance and the claims of foreign powers to punish them for alleged crime committed beyond their jurisdiction. [Applause.]

The Bill of Indictment Against the Radical Party.

In demanding these measures and reforms we arraign the Radical party for its disregard of right and the unparalleled oppression and tyranny which have marked its career.

After the most solemn and unanimous pledge of both Houses of Congress to prosecute the war exclusively for the maintenance of the Government and the preservation of the Union and the Constitution it has repeatedly violated that most sacred pledge, under which was rallied that noble volunteer army which carried our flag to victory. Instead of restoring the Union, it has, so far as in its power, dissolved it, and subjected ten States, in time of profound peace, to military despotism and negro supremacy.

It has nullified there the right of trial by jury. It has abolished the writ of *habeas corpus*, that most sacred writ of liberty.

It has overthrown the freedom of speech and the press.

It has substituted arbitrary seizures and arrests, and military trials, and secret star chamber inquisitions for the Constitutional tribunals.

It has disregarded in time of peace the right of the people to be free from searches and seizures.

It has entered the post and telegraph offices, and even the private rooms of individuals, and seized their private papers and letters without any specific charge or notice of affidavit, as required by the organic law.

It has converted the American Capitol into a Bastile.

It has established a system of spies and official espionage to which no constitutional monarchy of Europe would now dare to resort.

It has abolished the right of appeal, on important Constitutional questions, to the supreme judicial tribunals and threatens to curtail or destroy its original jurisdiction, which is irrevocably vested by the Constitution; while the learned Chief Justice has been subjected to great and atrocious calumnies merely because he would not prostitute his high office to the support of the false and partisan charges preferred against the President.

Its corruption and extravagance have exceeded any thing known in history, and by its frauds and monopolies it has nearly doubled the burden of the debt created during the war.

It has stripped the President of his constitutional power of appointment, even of his own Cabinet.

Under its repeated assaults the pillars of the Government are rocking on their base, and should it succeed in November next, and inaugurate its President, we will meet as a subjected and conquered people, amid the ruins of liberty, and the scattered fragments of the Constitution.

Further Declarations.

AND WE DO DECLARE AND RESOLVE, that ever since the people of the United States threw off all subjection to the British Crown, the privilege and trust of suffrage have belonged to the several States, and have been granted, regulated and controlled exclusively by the political power of each State, respectively, and any attempt by Congress, on any pretext whatever, to deprive any State of this right, or interfere with this exercise, is a flagrant usurpation of power, which can find no warrant in the Constitution, and if sanctioned by the people will subvert our form of Government, and can only end in a single, centralized, consolidated Government, in which the separate existence of the States will be entirely absorbed, and an unqualified despotism be established in place of a federal Union of co-equal States.

That we regard the reconstruction acts (so-called) of Congress, as usurpations, unconstitutional, revolutionary and void.

That our soldiers and sailors who carried the flag of our country to victory against a most gallant and determined foe must ever be gratefully remembered, and all the guarantees given in their favor must be faithfully carried into execution.

That the public lands should be distributed as widely as possible among the people, and should be disposed of either under the pre-emption of homestead lands, or sold in reasonable quantities, and to none but actual occupants, at the minimum price, established by the Government, and that, when grants of the public lands may be allowed, necessary for the encouragement of important public improvements, the proceeds of the sale of such lands, and not the lands themselves, should be so applied.

That the President of the United States, Andrew Johnson, in exercising the power of his high office in resisting the aggressions of Congress on the constitutional rights of the States and the people, is entitled to the gratitude of the whole American people, and on behalf of the Democratic party we tender him our thanks for his patriotic efforts in that regard. [Great applause.]

The Appeal to the People.

Upon this platform the Democratic party appeal to every patriot, including all the conservative element, and all who desire to support the Constitution and restore the Union, forgetting all past differences of opinion, to unite with us in the present great struggle for the liberties of the people, and that to all such, to whatever party they may have heretofore belonged, we extend the right hand of fellowship, and hail all such co-operating with us as friends and brethren.

Dr. C. Blancke,

416 & 418... St. Charles st.....416 & 418

GREAT REVOLUTION IN DENTISTRY.

ALUMINIUM! ALUMINIUM!

THE LATEST DISCOVERY OF THE AGE!

GREAT SUCCESS!

DR. C. BLANCKE begs leave to inform his friends and the public generally that he will furnish Artificial Teeth, set in this newly discovered metal, executed in the most skillful and elaborate manner. The Aluminium Sets are far superior to those of Gold or Silver for comfort and durability, being much lighter, cheaper, and not susceptible of being tarnished by acids.

mh28—1y

J. A. CASADAVANT, SURGEON DENTIST,

NO. 196 CANAL STREET, BETWEEN BURGUNDY AND RAMPART STS.

HE continues to perform all operations in Dental Surgery in the most scientific manner. Consultations in French, Spanish and English.

JACOB OTT Entrepreneur.

RÉPARE les MAGASINS et les MAISONS de résidence.

Fait et répare les citernes.

Les ordres laissés au No 25, Cercle Tivoli, ou chez A. DURAND, coin Toulouse et Chartres, seront exécutés avec promptitude.